



GRET

Professionnels du
développement
solidaire

RAPPORT ANNUEL 2015



SOMMAIRE

- 3 Éditorial
- 4 **GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE**
- 4 Présentation
- 5 Stratégie 2014-2016
- 6 **Panorama du Gret en 2015**
- 8 **Gouvernance**
- 9 **Une équipe internationale**
- 10 **Budget**
- 12 **SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE**
- 13 Agriculture : filières et politiques agricoles
- 14 Citoyenneté et démocratie
- 15 Eau potable, assainissement, déchets
- 16 Gestion des ressources naturelles et énergie
- 17 Microfinance et insertion professionnelle
- 18 Santé : nutrition et protection sociale
- 19 Villes pour tous et décentralisation
- 20 **ACTIVITÉS**
- 20 **Panorama des activités en 2015**
- 22 **Zoom sur une sélection de projets**
Approches multi-pays | Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Guinée | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Niger | République démocratique du Congo | Sénégal | Vietnam | Autres pays
- 40 **DÉBATS**
- 40 Les grands débats du développement en 2015
- 42 **Capitaliser**
- 44 **Réseaux et alliances**
- 45 **Plaidoyer et communication d'influence**

Annexes :

- 47 **Synthèse des activités 2015**
- 52 Liste des sigles



**Pierre
Jacquemot**
Président du Gret



**Olivier
Bruyeron**
Directeur du Gret

ÉDITORIAL

Une nouvelle année charnière pour le Gret. Comme chaque année ! Dans un monde de turbulences et d'incertitudes, et d'inégalités croissantes. Mais aussi rempli d'espoirs, d'innovations et d'opportunités.

Au plan international avec trois moments forts : à Addis Abeba en juillet sur le financement du développement, à New York en septembre sur les Objectifs du développement durable (ODD), à Paris en décembre sur le climat. 2015 restera une année particulière dans l'agenda international du développement. À chaque fois, le Gret a apporté sa voix et ses contributions, dans divers groupes de travail, notamment ceux de Coordination Sud, ou par ses publications.

Désormais les 17 ODD donnent la ligne d'action pour les prochaines années, avec l'ambition qui anime le Gret depuis son origine : « ne laisser personne derrière ».

L'élaboration de ces ODD tout comme les échanges qui ont eu lieu lors de la Cop21 rappellent que les enjeux sont à la fois globaux et locaux. Ils appellent à réconcilier les réalités des territoires avec celles de la planète.

Au plan de notre association, l'année 2015 fut marquée par la continuation de la montée en puissance des activités dans les pays d'intervention et la poursuite du rééquilibrage financier. Manifestation aussi importante de notre volonté à sans cesse mieux faire est la claire volonté de s'engager dans la modernisation de notre outil au service des plus vulnérables, grâce à l'apport de la cession des parts dans la société de microfinance Amret.

Le fonds de dotation Find entre quant à lui dans sa phase de maturité, avec un portefeuille de partenaires qui s'étoffe grâce à une prospection efficace.

C'est aussi le renforcement de la déconcentration de notre dispositif par l'inscription des relations siège-représentations dans un cadre de plus en plus programmatique. C'est enfin la décision de faire de l'Assemblée générale d'hiver, un second moment fort dans le calendrier de l'organisation.

Enfin, l'année 2015 marque également une nouvelle étape dans le renforcement du Groupe initiatives avec le programme « Synergie GI » et dans la volonté de rechercher une plus grande coopération entre ses dix membres.

Mais rien n'est acquis. Malgré l'ampleur et la qualité du travail fourni, le Gret, comme les autres structures du milieu, reste encore trop en marge des dispositifs de financement du développement. Il y a urgence à ce que les pouvoirs publics français, européens, asiatiques, africains, etc., prennent la mesure des capacités opérationnelles et de la puissance transformatrice de nos organisations de solidarité internationale engagées dans le développement, afin de s'appuyer sur leur expertise et leur capacité singulière à nouer au Sud des partenariats efficaces et durables. Il est temps qu'elles soient considérées à leur juste place dans les dispositifs de coopération, en particulier français, et que soient définis de véritables partenariats stratégiques, d'une ambition significative en termes de durée, de moyens et d'objectifs. ■■

Juin 2016

Coordination : Marie Bessières (Gret)
Conception graphique et réalisation : Hélène Gay (Gret)

Photos de couverture : UNE : © Alicia Tsitsikalis et Olivier Bruyeron - DOS : © Gret

GRET, PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

PRÉSENTATION

Le Gret en 2015, c'est 771 professionnels, 150 projets et expertises impliquant au moins 2,8 millions de personnes dans 28 pays.

Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement, de droit français, qui agit du terrain au politique, pour apporter des réponses durables et innovantes aux défis de la pauvreté et des inégalités. Le Gret est une ONG professionnelle, dans sa vision du secteur du développement qu'il souhaite doter de savoirs et de solutions innovantes, dans l'implication des populations du Sud qu'il considère actrices de développement, et dans ses pratiques. Considérant qu'agir pour le développement nécessite une approche globale et pluridisciplinaire, le Gret intervient :

- **sur sept thématiques** : Agriculture : filières et politiques agricoles; Citoyenneté et démocratie; Eau potable, assainissement, déchets; Gestion des ressources naturelles et énergie; Microfinance et insertion professionnelle; Santé : nutrition et protection sociale; Villes pour tous et décentralisation;

LABELS ET CERTIFICATIONS

Le Gret a depuis 2008 un statut d'entreprise solidaire. Son caractère non lucratif, l'affectation à 100 % en réserve de ses résultats et le fait que l'écart entre le salaire le moins élevé et le plus élevé soit inférieur à un coefficient de 4 lui ont permis de se voir délivrer ce statut. Le Gret a également depuis 2010 le statut d'association d'intérêt général.



Find, le fonds de dotation dédié à l'innovation pour le développement

Depuis 2011, Find soutient, en partenariat avec les entreprises, des processus d'innovation sociale, technique et institutionnelle dans les pays du Sud afin de construire des solutions innovantes pour le développement. En 2015, Find a soutenu sept nouvelles initiatives, dont quatre en partenariat :

- accès aux droits des femmes ouvrières migrantes au Vietnam;
- innovations pour la gestion des eaux pluviales Sénégal / Mauritanie (Epur);
- inclusion financière dans le Delta au Myanmar (Fidel);
- conservation et développement dans la Réserve de biosphère de Mananara Nord, Madagascar, avec la Cartier Charitable Foundation;
- améliorer la résilience des paysans birmans au changement climatique en zone sèche, avec la Cartier Charitable Foundation;
- tester un dispositif de gestion des déchets solides dans la ville de Dolisie, au Congo, avec le Fonds Suez initiatives;
- une filière de foyers améliorés pour contribuer à l'accès à l'énergie en Mauritanie (Farim) avec Engie.

Plus d'information :
www.gret.org/find



- ← AIRE MARITIME PROTÉGÉE À MADAGASCAR © S. Desbureaux
- ↓ GESTION DES EAUX PLUVIALES AU SÉNÉGAL, PROJET EPUR © Jean-Marie Ily

- **avec une diversité de métiers** : la majorité des actions du Gret concerne des projets de terrain. À travers la conduite d'expertises, l'animation de réseaux et la production de références issues de sa pratique, il diffuse des connaissances et influence les pratiques et politiques pour un développement plus solidaire;
- **du local au global et du terrain au politique**, à l'échelle de villages jusqu'aux instances internationales.

Pour mener ses actions, le Gret établit des alliances et bâtit des **partenariats diversifiés et de long terme**, dans tous ses pays d'intervention, avec des acteurs du monde associatif, économique, publics ou de la recherche. Il est fortement inséré dans les réseaux d'ONG français (Coordination Sud, Groupe initiatives, CFSI, F3E, AD2M, France Volontaires), sectoriels (Coalition Eau, PS-Eau, Cerise) et dans de nombreux pays (Congad au Sénégal, Ingo Network au Laos, Spong au Burkina Faso, etc.).

STRATÉGIE 2014-2016

Depuis 1976, le Gret se déploie tout en restant fidèle aux fondamentaux qui constituent son identité.

Sa vision : une organisation internationale, décentralisée, solide, plurielle et influente où pays d'intervention et siège forment durablement une communauté de sens, de valeurs et de règles. Cette ambition s'inscrit dans un contexte économique de raréfaction des ressources pour le développement. Sa stratégie 2014-2016 vise à la fois à répondre aux contraintes de son environnement à court terme et à engager des dynamiques porteuses d'effets à plus long terme. Elle se décline en **trois axes stratégiques** :

- **l'efficacité**, qui passe par la sécurisation de sa gestion, le renforcement de la coordination de ses

actions, la consolidation et la diversification de ses sources de financement et la préparation des réformes structurelles en lien avec son internationalisation;

- **le renforcement de ses valeurs et de sa cohésion**, à travers le renforcement des compétences des ressources humaines dans les pays d'intervention, l'amélioration des pratiques de responsabilité sociale et environnementale (RSE), l'encouragement des débats internes, et le renouvellement de la politique de qualité des opérations;
- **l'amélioration de sa production de références et de sa capacité d'influence** en renforçant ses capacités d'adaptation à son environnement et d'innovation, en améliorant la gestion de ses connaissances, sa communication d'influence et notamment son plaidoyer.

En 2015, le Gret a poursuivi l'engagement de réformes structurelles pour mettre en œuvre ses orientations stratégiques :

- **initiation d'un chantier sur le système d'information** interne, visant à améliorer sa performance et sa qualité pour un meilleur pilotage des activités;
- **un focus sur les ressources humaines** à travers plusieurs chantiers : sécurité des équipes, référentiel de fonctions repères dans les pays d'intervention et charte de bonne conduite internationale;
- **une meilleure inclusion des pré-occupations transversales du climat et du genre dans les projets** de développement (revue des méthodes, formation interne, groupe de travail pluridisciplinaire);
- **le déploiement et la formation d'un réseau de 20 référents communication** dans 13 pays pour favoriser la coordination et la qualité des activités de communication du Gret, à l'échelle de projets, de thématiques ou de pays. ■

Panorama du Gret en 2015

771 professionnels
de 20 nationalités dans 15 pays

154 interventions

dont :

74 %

113 projets de terrain

13 %

19 expertises et missions courtes

13 %

20 études, recherche et capitalisation



Des **actions en partenariat** avec :

15

institutions scientifiques

210

partenaires opérationnels

120

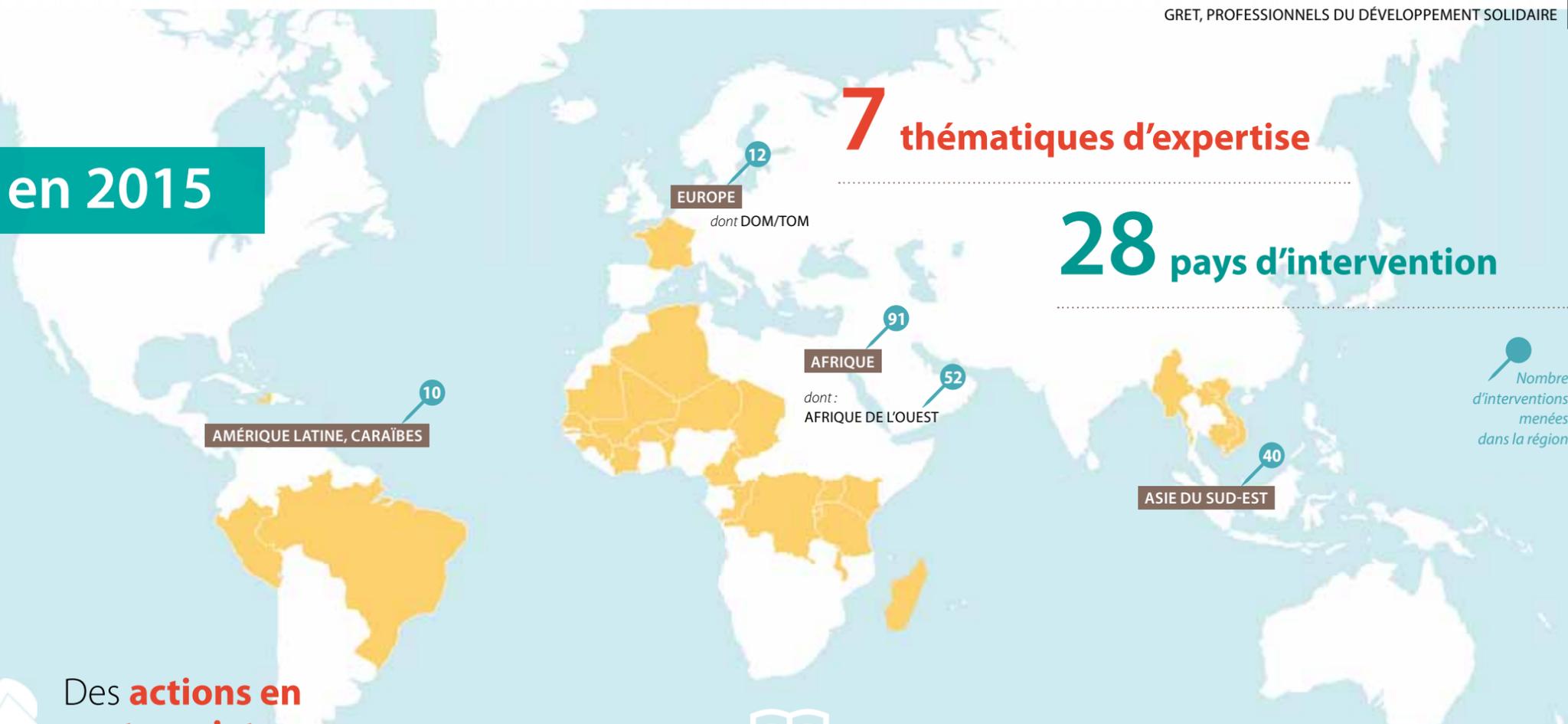
partenaires financiers



2,8 millions
de personnes concernées dans le monde

7 thématiques d'expertise

28 pays d'intervention



8

publications



202

retombées médiatiques



152 400

visiteurs sur www.gret.org



7 nouvelles initiatives soutenues par Find

dont 4 en partenariats entreprises

DÉBATS INTERNATIONAUX 2015

entreprenariat social **agroécologie**

dérèglement climatique Gacsa énergies renouvelables

ODD biodiversité

directives volontaires sur le foncier

coalitions d'acteurs territoires **RSE**

Gouvernance

GOUVERNANCE DU GRET

Partie prenante de l'économie sociale et solidaire, le Gret se donne des exigences de transparence et de démocratie interne. Ses orientations sont définies par l'Assemblée générale, qui se réunit deux fois par an. Chaque année, le Gret compte de plus en plus de membres issus de ses pays d'intervention ou de représentations permanentes. En 2015, 165 personnes étaient membres du Gret de 12 nationalités : Burkina Faso, Cambodge, Congo, France, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Vietnam.

Le **Conseil d'administration**, dont le (ou la) président(e) est élu(e) pour trois ans renouvelables, est composé de représentants des salariés et de personnalités spécialistes des questions de développement. Le Gret est sous la responsabilité opérationnelle d'un(e) directeur(ice) élu(e) pour trois ans et pour deux mandats au maximum. En 2015, le directeur général est Olivier Bruyeron. Pierre Jacquemot a été réélu président du Gret pour un deuxième mandat de trois ans, et Thierry Mathieussent a été

réélu administrateur pour un troisième mandat. Alain Billan, du Cirad, remplace depuis septembre 2015 Pierre Fabre en tant qu'observateur.

Dans certains pays de représentation, le Gret bénéficie de l'appui d'un **Conseil stratégique**. En Haïti par exemple, le conseil stratégique est composé d'anciens représentants et responsables du Gret, d'universitaires, de partenaires stratégiques et de conseillers avec lesquels il a tissé des liens étroits au fil des ans.

PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE DE STRUCTURES PARTENAIRES

Les équipes du Gret contribuent également à la gouvernance de structures partenaires :

- **Administrateur de collectifs ou réseaux d'ONG**, où il exerce des fonctions d'administrateur : *PS-Eau, Groupe initiatives, A2DM, Coalition Eau, Cerise, CFSI, Aliss.*
- **Sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale**

Composition du Conseil d'administration

Sous la présidence de Pierre Jacquemot, ancien Ambassadeur de France dans trois pays africains, les membres du Conseil d'administration sont :

Administrateurs externes :

Thierry Mathieussent (trésorier du Gret, retraité, ancien chargé de mission à l'AFD), Xavier Benoist (directeur général adjoint de la Fédération Pact-Arim), François Doligez (ingénieur agronome à l'Iram, professeur associé à l'Université de Rennes), Jacques Lejeune (retraité, ancien dirigeant de sociétés de tourisme et d'hôtellerie), Cécile Sportis (directrice de CS Conseil) et Serge Michailof (chercheur associé à l'Iris).

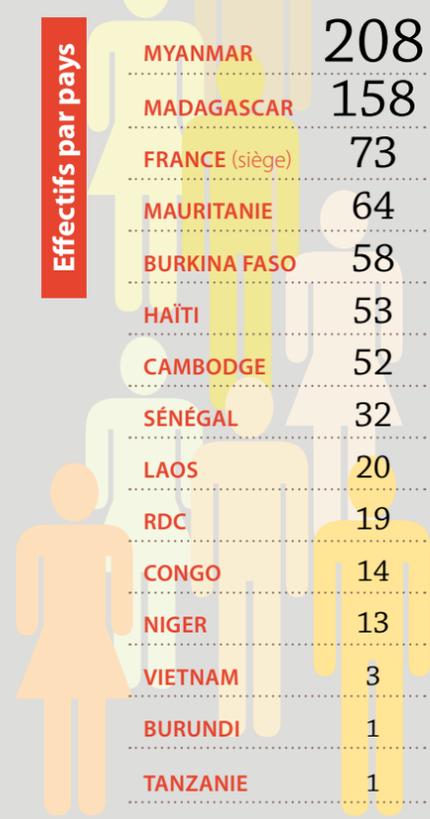
Administrateurs représentants élus du personnel : Damien Lagandré et Julien Cerqueira.

Observateurs : Anne Bauer, Alain Billan, Benoît de Juvigny, Virginie Rachmuhl, Henri Rouillé d'Orfeuill.

et solidaire dont il partage les valeurs et dont il veut soutenir le développement : *Altermondes en France, Nutri'zaza à Madagascar, Isea au Cambodge, etc.* ■

Une équipe internationale

Effectifs par pays



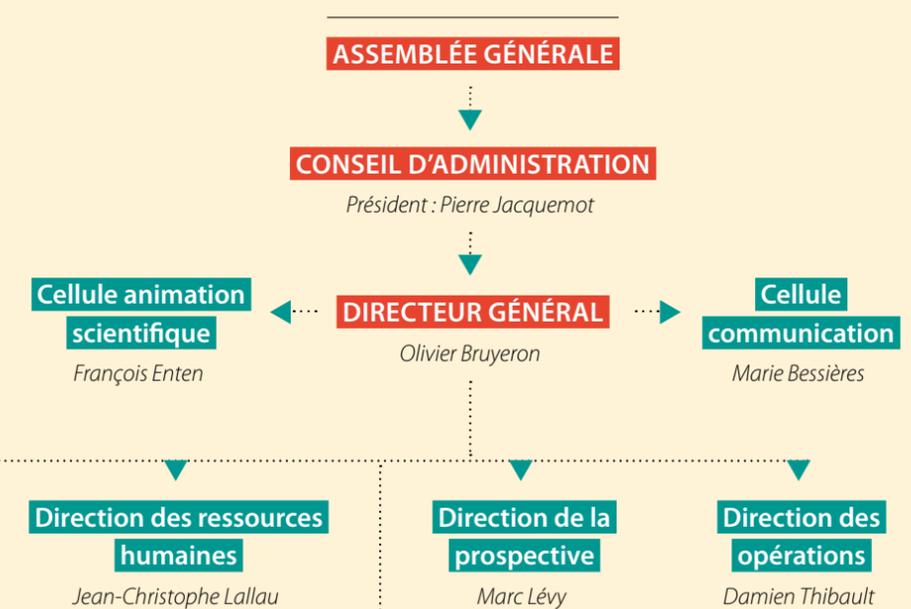
L'année 2015 a été une année de croissance modérée des effectifs du Gret, que ce soit au siège ou dans ses pays d'intervention (+3,2%).

Au 31 décembre 2015, 771 professionnels déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et

compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnels se répartissaient ainsi :

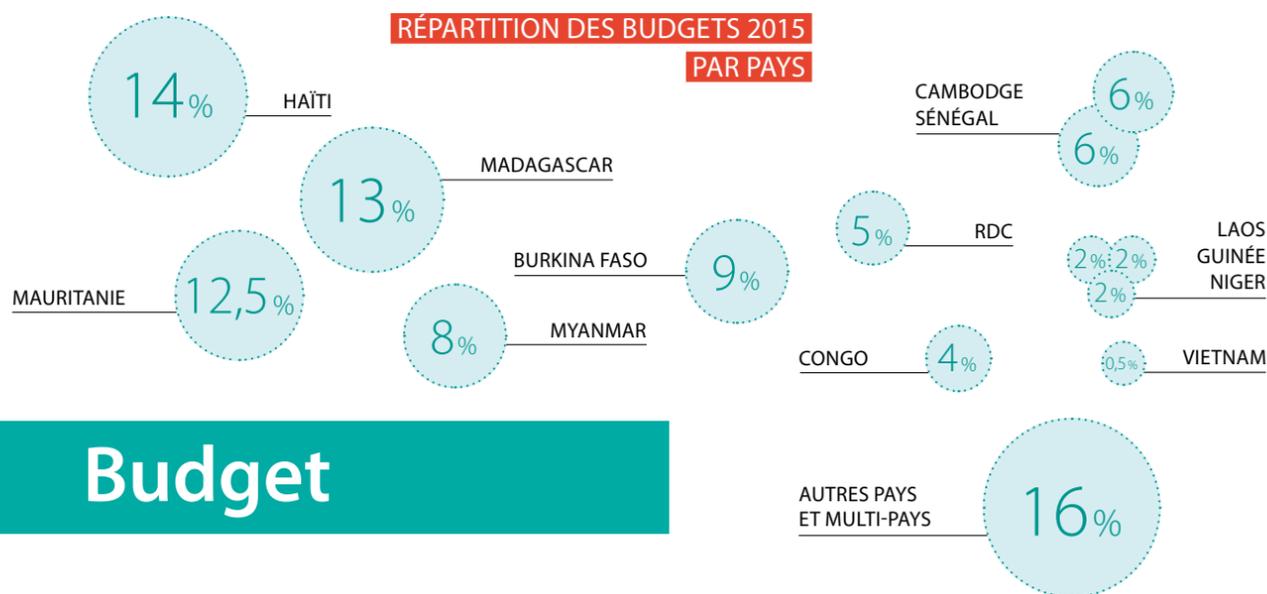
- 73 salariés au siège ;
- 37 salariés expatriés ;
- 7 volontaires de solidarité internationale ;
- 654 employés sous contrat de droit local. ■



ILS ONT REJOINT L'ASSOCIATION GRET EN 2015

« Au Gret, je me sens comme dans une famille. J'ai voulu aller plus loin dans mon engagement pour le développement solidaire en devenant membre de l'association. Ça me permet d'élargir mes connaissances et d'échanger avec mes collègues d'autres pays dans une relation de confiance partagée », témoigne Mansour Ly, coordinateur de l'antenne du Gret à Bakel, au Sénégal. « En tant que salarié du Gret, il m'a semblé important de m'impliquer dans cette association de professionnels. Maintenant

je peux voter à l'assemblée générale et participer aux décisions » explique Sokharith Touch, chef de projet au Gret au Cambodge. « Au Gret, nous avons la possibilité de contribuer aux prises de décisions et aux évolutions de la structure pour laquelle nous travaillons. C'est pour cela que j'ai voulu devenir membre, cela s'inscrit dans mon investissement au service des populations de mon pays et de l'Afrique en général », témoigne Arries Muthys Dake, animateur territorial au Congo. « Il faut continuer à capitaliser tous nos petits bouts de chemins pour constituer un boulevard de réflexions et d'actions pour un monde meilleur » appelle Rija Rindrianarivony, chef de projet au Gret à Madagascar.



Budget

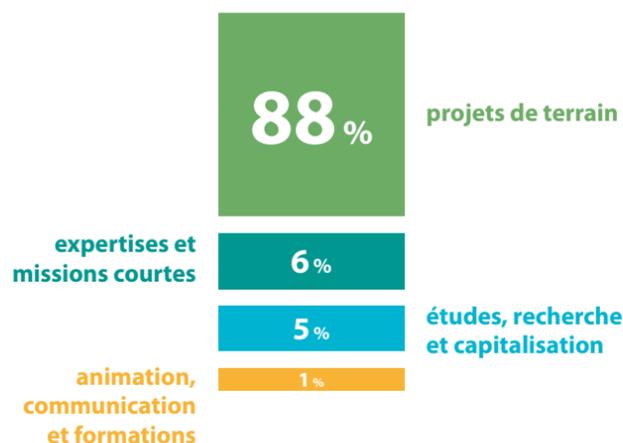
En 2015, la production du Gret a poursuivi sa croissance par rapport à l'année précédente. Elle s'élève à 28,2 millions d'euros. Outre la réalisation d'un nombre important d'études et de missions d'expertise, on constate la mise en œuvre d'une trentaine de projets d'un montant supérieur à un million d'euros et le démarrage de 46 nouveaux projets. Au bilan, le volume global des encours de production augmente significativement.

La marge brute sur activité, bien qu'en progression, a augmenté moins fortement que la production, et rend difficile la couverture de l'intégralité de nos charges; d'où un excédent brut d'activité négatif. *In fine*, le résultat de l'exercice est bénéficiaire; ce qui est dû au produit perçu par le Gret dans le cadre de la cession de ses parts dans une institution de microfinance dans le courant de l'année. Cette même cession contribue aux évolutions positives de trésorerie et de fonds propres au bilan.

La part des projets de terrain dans l'activité du Gret reste prépondérante, en augmentation entre 2015 et 2014. L'analyse géographique de l'activité du Gret en 2015 met en évidence une croissance de l'activité dans la majorité des pays d'intervention, notamment à Madagascar et en Haïti. ■

BUDGET 2015 28 millions d'euros

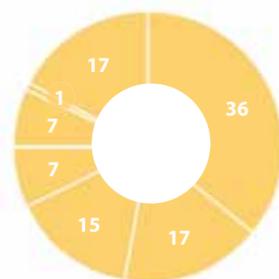
RÉPARTITION DES BUDGETS 2015 PAR ACTIVITÉ



» Union européenne	36%
» Fonds privés	17,5%
» AFD	15%
» MAEDI et fonds publics français	7%
» Coopération décentralisée	7%
» Financements Sud	0,5%
» Autres fonds	17%

ORIGINE DES FINANCEMENTS

sur le total du portefeuille actif en 2015



Compte de résultat

EN MILLIERS D'EUROS

	2015	%	2014	%
Ventes de livres	27		24	
Production de biens et de services	27 357	97 %	23 370	96 %
Production scientifique	713	3 %	736	4 %
Autres produits	116	0 %	327	1 %
Total production	28 214	100 %	24 457	100 %
Charges directes sur activités	-21 807	-77 %	-18 051	-74 %
Coût personnel direct sur activités	-4 615	-16 %	-3 718	-15 %
Coût personnel de support sur activités	-709	-3 %	-733	-3 %
Total consommation	-27 131	-96 %	-22 502	-92 %
Marge brute sur activité	1 083	4 %	1 317	8 %
Coût personnel indirect	-750	-3 %	-785	-3 %
Frais généraux siège	-713	-3 %	-743	-3 %
Total coût de structure	-1 463	-5,2 %	-1 528	-6,2 %
Excédent brut d'exploitation	-380	-1,3 %	427	1,7 %
Reprise sur risques et charges	349		369	
Provisions pour risques et charges	-460		-490	
Autres charges	-42		-33	
Résultat d'exploitation	-533	-1,9 %	273	1,1 %
Résultat financier	142		30	
Résultat exceptionnel	3 530		-137	
Impôt sur bénéfice	0		0	
Résultat net avant affectation	3 140	11,1 %	166	0,7 %
Fonds dédiés	0		0	
RÉSULTAT NET	3 140	11,1 %	166	0,7 %

Bilan

EN MILLIERS D'EUROS

	2015	2014
ACTIF		
Immobilisations corporelles et incorporelles	25	35
Immobilisations financières	173	227
Total immobilisations	198	262
Encours de production	47 166	41 920
Clients et autres créances	4 619	6 033
Avances versées sur projets	1 098	1 379
Actif circulant	52 884	49 332
Disponibilités	12 334	3 105
Charges constatées d'avance	63	107
Écart de conversion actif	0	0
TOTAL ACTIF	65 478	52 806

	2015	2014
PASSIF		
Fonds associatifs et réserves	1 457	1 291
Résultat	3 140	166
Fonds dédiés	0	0
Total fonds propres	4 597	1 457
Provisions	552	550
Dettes à long terme	0	0
Capitaux permanents	5 148	2 007
Fournisseurs et autres dettes	6 780	1 181
Dettes fiscales et sociales	2 211	832
Passif circulant	8 991	2 013
Produits constatés d'avance	51 338	48 786
Écart de conversion passif	0	0
TOTAL PASSIF	65 478	52 806



SEPT THÉMATIQUES D'EXPERTISE

En 2015 :



AGRICULTURE : FILIÈRES ET POLITIQUES AGRICOLES

48 interventions et projets dans **24 pays** impliquant **400 000 personnes**



CITOYENNETÉS ET DÉMOCRATIE

11 projets dans **6 pays** impliquant **2 900 personnes** et **16 associations**



EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉCHETS

41 projets pluriannuels, études et expertises dans **11 pays** impliquant **475 000 usagers**



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE

27 projets et expertises dans **12 pays** impliquant **159 000 personnes**



MICROFINANCE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

16 projets et expertises dans **8 pays** impliquant **29 000 personnes**



SANTÉ : NUTRITION ET PROTECTION SOCIALE

33 projets dans **10 pays** impliquant **989 000 personnes**



VILLES POUR TOUS ET DÉCENTRALISATION

11 actions dans **5 pays** impliquant **175 000 habitants**

← AGRICULTRICE SUR LES MARCHÉS DE SIEM REAP, PROJET APICI AU CAMBODGE
© Germain Priour



Agriculture : filières et politiques agricoles

↑ VENTE DE BOVINS AU MARCHÉ DE NIASSANTÉ AU SÉNÉGAL
© Franck Boyer - Agence Kamikazz

24 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Burkina Faso | Burundi | Cambodge | Cameroun | Côte d'Ivoire | France | Guinée | Haïti | Kenya | Laos | Madagascar | Malawi | Mali | Mauritanie | Myanmar | Niger | Ouganda | République démocratique du Congo | Rwanda | Sénégal | Tanzanie | Tchad | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES CTAS à Madagascar | Cird au Cambodge | MGE en Guinée | Roppa en Afrique de l'Ouest | Worldfish et Network Activity Group (NAG) au Myanmar

48 interventions et projets en 2015 impliquant 400 000 personnes

Depuis sa création en 1976, le Gret promeut le développement économique et social de l'agriculture familiale et des filières agroalimentaires. Cela implique d'améliorer l'accès des agriculteurs au foncier, aux ressources naturelles et aux moyens de production, la productivité et la durabilité écologique des systèmes de production. Il s'agit également de favoriser l'accès des agriculteurs au marché et la valorisation des produits, et de renforcer les capacités des organisations de producteurs à peser dans l'organisation des filières et sur les politiques publiques.

Le Gret intervient à travers des projets de terrain, l'appui à des partenaires et des travaux d'expertise. L'approche du Gret se fonde sur une intégration des dimensions foncière, productive, commerciale et institutionnelle :

- **appui à des politiques foncières concertées et décentralisées** visant la sécurisation foncière des agricultures familiales ;
- **amélioration des méthodes de production agricole et d'élevage** et de la gestion globale des exploitations agri-

coles. Le Gret travaille en particulier sur les pratiques agroécologiques et sur les approches permettant d'améliorer la résilience des populations face aux impacts du changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;

- **structuration des filières et approvisionnement alimentaire des villes** et des marchés nationaux et régionaux. Le Gret s'intéresse notamment aux petites entreprises de transformation, à la valorisation des produits au travers de signes de qualité, et à

la création d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les femmes ;

- **renforcement des capacités des organisations de producteurs** et de la société civile à offrir de nouveaux services à leurs membres, à s'insérer dans les espaces de décision au sein des filières et des territoires, et à prendre part aux politiques agricoles et commerciales, aux niveaux national, régional et international. **II**

www.gret.org/themes/agriculture



FORMALISATION DES DROITS FONCIERS, RÉGULATION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

» Au titre du secrétariat technique et scientifique du Comité technique Foncier & développement, le Gret a finalisé en 2015 deux travaux sur la formalisation des droits foncières et la régulation des investissements agricoles à grande échelle. « *Le Gret y défend des réformes et démarches plus inclusives et respectueuses des droits foncières locaux* » explique Aurore Mansion, experte foncier au Gret. Amel Benkahla, également experte foncier au Gret, revient sur le processus : « *Ces travaux ont été présentés en France (Groupe interministériel pour la sécurité alimentaire, Conseil des investisseurs en Afrique) et à l'international (Banque mondiale, Union africaine, Cedeao, Uemoa, Pap). Quatre recommandations ont été identifiées pour la reconnaissance et la protection des droits foncières des agricultures familiales.* » En 2016, les conclusions de ces travaux collectifs constitueront la base de la position française.





Citoyennetés et démocratie

↑ RÉUNION D'INFORMATION JURIDIQUE D'UN CLUB D'OUVRIÈRES À VINH PHUC (VIETNAM), PROJET PHU NU © Giang Nguyen

6 PAYS D'INTERVENTION Burundi | Congo | Mauritanie | RDC | Rwanda | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Batik International | CDI | Health Development Initiative (HDI) | Humure

11 projets en cours en 2015, impliquant 2 900 personnes et 16 associations

Pouvoir, au quotidien, décider, faire des choix en connaissance de cause et en fonction des opportunités qui sont offertes, participer aux processus de décision, ou contribuer au débat public sur des choix de société, sont autant de façons d'exercer une citoyenneté active, individuellement ou collectivement, au-delà de l'exercice du droit de vote. **Agir en tant que citoyen contribue à réduire les inégalités dans l'accès aux ressources, aux opportunités, aux services essentiels de base, aux processus de décision.** Cela passe par :

- la prise de conscience des droits et des responsabilités de chacun et l'accès à l'information sur les droits

(logement, accès à la couverture santé, services sociaux, droit du travail) ;

- le renforcement d'acteurs associatifs, communautaires, sociaux, institutionnels pour une meilleure prise en compte des populations vulnérables ;
- l'accès à l'information et aux connaissances par une meilleure maîtrise des technologies de l'information et de la communication ;
- la promotion d'un dialogue pluri-acteurs publics et privés, formels et informels, pour la fourniture de services publics essentiels et la défense des droits pour tous, pour des politiques sociales plus inclusives. ■



↑ CONFÉRENCE FINALE RÉGIONALE DU PROJET PAFPD, KIGALI (RWANDA), NOVEMBRE 2015 © HDI

www.gret.org/themes/citoyennetes

cas de discriminations, faire de la prévention en matière de VIH/Sida et assurer une écoute empathique. Ces groupes ont permis de développer l'assise territoriale et la vie associative des 16 associations concernées. « *Ce projet n'était pas comme les autres, il demandait de l'ingénierie sociale mais aussi de l'engagement* » témoigne Aflodis Kagaba, directeur de Health Development Initiative (HDI) au Rwanda. « *Le réseautage entre les organisations a été plus fort. Personne ne nous donnera des droits. Il faudra se battre pour avoir les mêmes droits pour tous.* »

* Lesbiennes, gay, bi, trans et intersexués.

LGBTI*, DROITS HUMAINS ET CULTURE AFRICAINE

» C'est autour de ce thème que s'est clôturé à Kigali en novembre 2015 le projet régional du Gret sur l'appui aux associations œuvrant en faveur des populations discriminées en raison de leur orientation sexuelle, dans la région des Grands Lacs (Rwanda, RDC, Burundi). Durant le projet, 350 réunions de groupes de paroles ont été organisées pour identifier des



Eau potable, assainissement, déchets

↑ SITE DE CHHEU KHMAO AU CAMBODGE © Germain Priour

11 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | Congo | France | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Sénégal | République démocratique du Congo

EXEMPLES DE PARTENAIRES Aquassistance | Coalition Eau | Eau Vive | Isea | Lereps

41 projets pluriannuels, études et expertises en 2015 impliquant 475 000 usagers

L'accès à l'eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets font partie des grands combats pour le droit de tous à vivre dignement. Cette question est au cœur des agendas internationaux du développement. L'adoption des Objectifs de développement durable en 2015, avec un objectif dédié à l'eau et à l'assainissement, témoigne de l'importance de ces services pour le développement des sociétés et la préservation de l'environnement.

Depuis 25 ans, le Gret contribue à améliorer l'accès équitable et durable de tous à ces services dans les pays du Sud, en accordant une place particulière à l'innovation et à la durabilité des dispositifs. Son positionnement repose sur la conviction que la fourniture des services ne peut être uniquement guidée par des logiques de marché. L'intervention des pouvoirs publics et la participation citoyenne sont indispensables pour garantir l'équité et la durabilité.

Les projets menés par le Gret visent à étendre l'accès aux services en privilégiant les populations et les territoires défavorisés ; sécuriser l'accès aux services en assurant leur accessibilité économique ; et améliorer la



GESTION DES EAUX D'INONDATION DANS LES VILLES SECONDAIRES

» Les effets du changement climatique dans les villes secondaires du Sahel exacerbent la vulnérabilité des populations : si les précipitations diminuent, les événements pluvieux s'intensifient pendant l'hivernage. L'élaboration de réponses adaptées se heurte à un déficit de connaissances : quelles pluviométries et fonctionnement hydrologique des fleuves d'ici 20 ans ? « *Pendant la saison des pluies, certains services publics deviennent inaccessibles comme l'école et la gare routière, des routes sont coupées. Notre commune n'a ni le budget ni les outils d'aide à la décision pour combattre ce problème* » explique Killé Sakho, maire de Diawara au Sénégal. Avec le soutien de Find, le Gret accompagne les villes de Diawara au Sénégal et Boghé en Mauritanie pour améliorer la gestion des eaux pluviales et adapter les réponses au changement climatique, en proposant des innovations techniques et des approches nouvelles en termes de planification, de gestion et de financement au niveau local.

performance sociale, économique et environnementale des services. Son approche s'articule autour de trois objectifs interdépendants : renforcer les capacités des acteurs à jouer un rôle dans la production, la fourniture et l'utilisation des services ; organiser des modes de gouvernance inclusifs de ces services ; et développer des dispositifs techniques adaptés aux demandes et contraintes locales.

Le Gret appuie des organisations de diverses natures dans l'exercice de leurs responsabilités de maîtrise d'ouvrage, de gestion, de défense des usagers, de régulation des services, etc. Il a développé des savoir-faire en ingénierie hydraulique, en intermédiation sociale, en animation de processus de contractualisation, en appui aux opérateurs de services, en économie des services publics. ■

www.gret.org/themes/eau-assainissement



Gestion des ressources naturelles et énergie

↑ COUPE DU TYPHA, PROJET TYPHA EN MAURITANIE
© Benjamin Trouilleux

12 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Brésil | Burkina Faso | Cambodge | Haïti | Laos | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | République démocratique du Congo | Tanzanie | Vietnam

EXEMPLES DE PARTENAIRES Centre de gestion participative de l'irrigation (CPIM) | État de l'Amapá | Iset de Rosso | Parc national du Diawling | WCS International

Depuis 20 ans, le Gret travaille sur des systèmes d'exploitation durables, pérennes, adaptés, contribuant à préserver la biodiversité et à lutter contre le changement climatique, à la mise en place d'une bonne gouvernance des ressources naturelles et de l'énergie et au partage d'information via la formation et l'animation de réseaux.

Gestion des ressources naturelles

13 projets de terrain et 4 expertises impliquant 18 000 usagers en 2015

Dans les pays du Sud, l'érosion de la biodiversité trouve notamment son origine dans les dysfonctionnements du droit foncier et l'aliénation des ressources naturelles par les populations rurales. Un système foncier où l'État est l'unique propriétaire de la terre et de la faune sauvage, sans outil réglementaire, encourage un libre accès aux ressources qui déresponsabilise les usagers, et conduit à leur appauvrissement voire à leur disparition. Le Gret agit pour une gouvernance locale des ressources, assurant leur durabilité et une plus grande équité entre les usa-

gers. Le Gret intervient autour des aires protégées, de l'eau agricole, des forêts, et des instruments de gestion et de financement de l'environnement (paiements pour services environnementaux, Redd+, compensation).

Énergie

6 projets, 3 expertises et un réseau animé impliquant 141 000 personnes en 2015

1,6 milliard de personnes sont sans accès à l'électricité et 3 milliards utilisent le charbon et la biomasse pour

la cuisine. Le Gret agit pour l'accès à l'électricité et la production de bio-énergies alternatives, par le développement de solutions innovantes adaptées (charbon de Typha, plates-formes multifonctionnelles solaires, mini-réseaux hydroélectriques ruraux), en favorisant les énergies renouvelables, un service public équilibré et le développement d'activités économiques. ■

www.gret.org/themes/ressources-energie



LE GRET REMPORTE LE PRIX CONVERGENCES 2015 POUR LE PROJET TYPHA

» Depuis la construction du barrage de Diama en 1986, le roseau Typha colonise le delta du fleuve Sénégal. Conséquences : une perte d'espace pour l'agriculture vivrière, la recrudescence de maladies liées à l'eau, le déplacement de populations. Constatant que les Mauritaniens consomment du charbon de bois en grande quantité, une idée émerge : transformer l'invasif en énergie verte, en alternative à la destruction des forêts. En 2011, le Gret, avec l'Iset de Rosso et le Parc national du Diawling, développe un projet de valorisation du typha en charbon. Cette innovation a été récompensée en 2015 par le Prix Convergences international. « Ce projet pilote illustre la pertinence de l'approche 'coalition d'acteurs' appuyée par des subventions publiques, pour la recherche de solutions innovantes de développement », indique Nalla Samassa, représentant du Gret en Mauritanie. « Il démontre qu'il est possible d'agir pour le développement tout en contribuant à lutter contre le dérèglement climatique. »



Microfinance et insertion professionnelle

↑ ARTISANS MENUISIERS À POINTE-NOIRE AU CONGO, PROJET PARTAG © S. Pambou

8 PAYS D'INTERVENTION Bénin | Cambodge | Congo | France | Mauritanie | Myanmar | Sénégal | Tanzanie

EXEMPLES DE PARTENAIRES ADG | Bureau d'appui aux artisans au Bénin | Cerise | CGAP | Enda Graf Sahel au Sénégal | Giac au Congo | Inap-FTP en Mauritanie | Mwiwata | Resopp-Coopec

Microfinance

7 projets de finance inclusive en 2015 impliquant 20 000 personnes

La microfinance s'attache à fournir des services financiers aux populations exclues du système bancaire traditionnel. À l'origine étroitement lié au micro-crédit, le concept de microfinance a évolué devant la diversification croissante des produits et l'évolution des formes de fournisseurs de services de microfinance pour répondre à l'enjeu plus global d'inclusion financière.

Le Gret œuvre en faveur de l'inclusion financière depuis 25 ans, par la création et le développement d'institutions de microfinance (société commerciale et mutuelle d'épargne crédit). Il intervient sur la diversification de l'offre de services financiers et la commercialisation des produits. Il soutient le développement de plates-formes d'échanges et de réflexion sur les pratiques responsables et transparentes de microfinance. Il capitalise sur l'expérience acquise et diffuse des connaissances à travers la gestion du Portail francophone de la Microfinance et la participation à des ateliers et conférences. En 2015, le Gret a cédé les parts qu'il détenait dans l'IMF cambodgienne Amret.



20 ANS DE COLLABORATION ENTRE LA CHIN MFI ET LE GRET

» Lai Uk Nawl, directeur de la Chin MFI, revient sur 20 ans de partenariat avec le Gret : « Le Gret et l'équipe locale Chin ont démarré de zéro pour développer un programme de microfinance en 1995, dans un contexte de faible développement économique. Nous étions des pionniers de la microfinance au Myanmar ! En 1998, le Gret a appuyé la création de la Chin MFI et 20 ans après, 150 caisses de crédit fournissent des services à 10 000 emprunteurs, avec un taux de remboursement de 100 %. Notre force a été de développer des systèmes financiers s'appuyant sur la forte cohésion sociale des communautés Chin. L'appui du Gret nous a permis de construire progressivement nos systèmes de gestion et notre gouvernance. La nouvelle loi microfinance en 2011 offre une plus grande visibilité sur la pérennité institutionnelle de l'IMF : nous travaillons à sa transformation en société, avec le Gret comme actionnaire et membre des instances de gouvernance. »

Appui aux entreprises, formation et insertion professionnelles

En 2015, 5 projets de terrain touchant plus de 9 000 personnes, 4 expertises et animation de groupes de réflexion

Depuis 30 ans, le Gret fournit des services d'appui aux petits opérateurs économiques du secteur informel, de l'artisanat et de l'agroalimentaire. Il intervient sur des aspects techniques et stratégiques (gestion, appui-conseil, information, formation), sur l'organisation de filières et d'organisations professionnelles. Dans le domaine de la

formation professionnelle, le Gret met en place des dispositifs de formation par apprentissage, adaptés au marché du travail local et en particulier au secteur informel, et articulés avec l'enseignement formel existant. Depuis 2008, il travaille sur l'insertion socio-professionnelle et teste un dispositif d'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion. Il anime le portail de diffusion de connaissances www.entrepreneurausud.org. ■

www.gret.org/themes/microfinance-insertion



Santé : nutrition et protection sociale

↑ SENSIBILISATION EN NUTRITION ET SANTÉ MATERNO-INFANTILE À MADAGASCAR © Gret

10 PAYS D'INTERVENTION Burkina Faso | Cambodge | France | Guinée | Haïti | Madagascar | Mauritanie | Myanmar | Niger | Sénégal

EXEMPLES DE PARTENAIRES Cambodian National Social Security Fund | IRD | Médecins du monde | Nutri'zaza | Réseau international des Instituts Pasteur

33 projets concernés en 2015 impliquant 989 000 personnes

1 00 millions de personnes basculent chaque année sous le seuil de pauvreté pour cause de maladie. La malnutrition est responsable de la moitié de la mortalité infantile et laisse des séquelles à l'âge adulte pour un enfant sur deux. Elle est à la fois cause et conséquence de la pauvreté et du sous-développement. Afin de briser ce cercle vicieux malnutrition-maladie-pauvreté, le Gret agit pour

améliorer la santé des populations vulnérables sur quatre piliers : la mise à disposition d'aliments fortifiés adaptés produits localement avec le secteur privé local, la sensibilisation aux pratiques adaptées en termes d'alimentation, de soins materno-infantiles et de planning familial, l'amélioration de la qualité des services de santé et le développement de dispositifs de protection sociale santé et filets nutritionnels.

Le Gret intervient depuis 20 ans dans le domaine de la santé, particulièrement en santé materno-infantile.

Avec le programme Nutridev, développé avec l'IRD depuis 1994, il agit pour prévenir durablement la malnutrition en améliorant les pratiques d'alimentation, d'hygiène et de soins, principalement chez les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans.

Depuis 1997, il déploie également des dispositifs de protection sociale santé pour protéger les personnes à faibles revenus contre le risque de dépenses de santé, véritable trappe à pauvreté. En s'insérant dans les politiques de couverture universelle santé, l'objectif est de favoriser et d'étendre la **protection sociale santé** aux populations non couvertes par les dispositifs classiques et aux populations vulnérables du secteur formel.

Le Gret contribue aux politiques publiques et aux outils des institutions nationales et partenaires locaux, aux niveaux national et décentralisé. Il mène des actions de terrain favorisant notamment le lien entre la communauté et les structures de santé de base. ■

www.gret.org/themes/sante-nutrition



LA PRÉVENTION PASSE PAR LE RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE SANTÉ

» Une offre de soins défaillante limite l'impact des actions de prévention de la malnutrition comme des actions de protection sociale santé. « *La prévention de la malnutrition auprès des femmes enceintes et des jeunes enfants suppose d'améliorer l'alimentation et de limiter les maladies. Cela implique de renforcer l'offre de soins et l'accès financier aux soins, notamment en matière de santé materno-infantile et de la reproduction* » explique Mirrilyn Denizeau, responsable du programme Nutrition au Gret. « *C'est pourquoi le Gret s'est progressivement engagé dans le renforcement de l'offre de soins au niveau communautaire. Il a développé des partenariats avec des ONG médicales pour compléter son action au niveau hospitalier* », ajoute Pascale Le Roy, responsable du programme Protection sociale au Gret.



Villes pour tous et décentralisation

↑ CONCERTATION AVEC LES HABITANTS DANS LE CADRE D'UNE OPÉRATION DE RELOGEMENT EN GUYANE © Béranère Deluc

5 PAYS D'INTERVENTION Congo | France (DOM) | Haïti | Madagascar | Pérou

EXEMPLES DE PARTENAIRES ID | I Care & Consult et Artelia en France | Ville de Dolisie au Congo | Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP) en Haïti

11 actions en 2015 : 5 projets de terrain, 6 études et capitalisations impliquant 175 000 habitants

Trois milliards de personnes vivent dans les villes aujourd'hui. 80 % de la croissance urbaine provient des pays en développement. **En 2015, plus de 880 millions de personnes habitent dans des « bidonvilles » d'après Onu-Habitat ; elles seront deux milliards en 2030.**

Convaincu du rôle majeur des villes dans le développement et des besoins d'appui liés à l'urbanisation, le Gret agit depuis sa création dans la coopération au développement urbain (150 projets, 100 études et 50 publications). Il soutient les mécanismes de décentralisation qui redessinent les équilibres territoriaux au plus près des réalités socio-spatiales et des acteurs de terrain. Il travaille dans les quartiers populaires centraux ou périurbains, dans des villes capitales moyennes (un million d'habitants) ou dans des villes secondaires aux côtés des acteurs locaux et nationaux.

Le Gret est guidé par une finalité : **lutter contre la relégation urbaine et assurer un droit à la ville pour le plus grand nombre.** Cela passe par

une meilleure reconnaissance de la place des habitants pauvres dans la ville, des dynamiques et initiatives populaires dans les quartiers défavorisés, et une redistribution des investissements publics.

Dans les pays les moins avancés, notamment en Afrique subsaharienne, la priorité est la maîtrise de la croissance urbaine, de l'exode rural et l'accès aux services pour tous. Le Gret agit pour la mise en place de démarches de planification urbaine, l'amélioration de l'habitat, l'accès aux services et le développement de l'emploi. Il combine solutions techniques adaptées, mécanismes de financement originaux et dispositifs institutionnels de gestion pluri-acteurs afin d'inscrire les biens et services créés dans la durée.

Ses experts interviennent en Master pour former les professionnels de demain (Bordeaux 3, Institut français d'urbanisme, École des mines). ■

www.gret.org/themes/villes

LES VILLES FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



» En parallèle des négociations internationales, la prise en compte du dérèglement climatique avance dans les villes et les territoires. « *Les enjeux*

climatiques renforcent les vulnérabilités existantes, en particulier dans les quartiers précaires des villes des pays en développement. L'adaptation au dérèglement climatique est un axe majeur de toute politique de développement viable et inclusif. Le Gret accompagne les autorités et acteurs locaux dans l'élaboration de stratégies d'atténuation et d'adaptation : processus participatifs permettant la reconnaissance du dérèglement climatique comme enjeu commun, démarches de prospective et de planification urbaine et territoriale, actions démonstratives. À Port-au-Prince, en Haïti, le Gret travaille sur la gestion des risques à travers l'aménagement des ravines, par le relogement des habitants situés en zones de péril ou la protection des espaces boisés pour limiter les glissements de terrain provoqués par des précipitations extrêmes », explique Renaud Colombier, expert développement urbain au Gret.

ACTIVITÉS

Panorama des activités en 2015

» Les données statistiques concernent uniquement les pays dans lesquels le Gret a des équipes en 2015. Une activité peut concerner plusieurs pays.

AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES

BRÉSIL depuis 1988
1 projet en cours en 2015,
impliquant 500 personnes

HAÏTI depuis 1995
53 salariés
9 projets en 2015,
impliquant 200 000 personnes

EUROPE

FRANCE depuis 2012
73 salariés, 10 projets en 2015,
impliquant 50 000 personnes

AFRIQUE, OCÉAN INDIEN

BURKINA FASO depuis 2003
60 salariés, 13 projets en 2015,
impliquant 160 000 personnes

BURUNDI depuis 2009
1 salarié, 1 projet en 2015,
impliquant 900 personnes

CONGO depuis 2002
14 salariés, 9 projets en 2015,
525 000 habitants, 1 000 artisans et 180 apprentis

GUINÉE depuis 1995
5 projets en 2015,
impliquant 20 400 personnes

ASIE DU SUD-EST

CAMBODGE depuis 1988
52 salariés, 16 projets en 2015,
impliquant 300 000 personnes

LAOS depuis 2004
20 salariés, 9 projets en 2015,
impliquant 103 000 personnes
et 50 organisations

MYANMAR depuis 1995
208 salariés, 19 projets en 2015,
impliquant 41 700 personnes

VIETNAM depuis 1988
5 salariés,
5 projets et 1 étude en 2015,
impliquant 5 ONG locales et 900 ouvrières migrantes

MADAGASCAR depuis 1988
158 salariés, 19 projets en 2015,
impliquant 970 000 personnes

MAURITANIE depuis 1991
64 salariés, 18 projets
et 1 étude en 2015,
impliquant 355 000 personnes

NIGER depuis 2006
13 salariés, 2 projets en 2015,
impliquant 40 000 habitants,
396 agents de santé et acteurs communautaires

RDC depuis 1998
19 salariés, 3 projets en 2015,
impliquant 1 700 actifs agricoles et 150 familles

SÉNÉGAL depuis 1989
32 salariés, 6 projets,
1 étude et 3 recherches-actions en 2015,
impliquant 45 000 familles

TANZANIE depuis 2002
1 salarié, 2 projets en 2015,
impliquant 72 000 personnes, 16 900 exploitations
agricoles et 150 organisations de paysans de base

Zoom sur une sélection de projets

APPROCHES MULTI-PAYS



Asie du Sud-Est : Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea)

2015-2018 | Budget : 1,2 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Cirad.

« Dans la région du Mékong, l'agriculture fait face à de nombreux défis (crise de fertilité des sols, migrations, dérèglements climatiques) auxquels l'agroécologie peut apporter des solutions », explique Pierre Ferrand, expert agriculture du Gret au Laos. « Les initiatives agroécologiques existent ! Elles gagneraient à être connues et reconnues auprès des organisations paysannes, des consommateurs et des pouvoirs publics. » C'est l'objectif de l'Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea), pilotée par le Gret dans

le cadre du projet Actae du Cirad, qui permet de renforcer le partage d'expériences et de connaissances entre les acteurs de l'agroécologie du Laos, Vietnam, Cambodge, Myanmar. En 2015, une revue des acteurs par pays a été réalisée et les correspondants nationaux ont été identifiés. En 2016, le site internet de l'alliance sera lancé, un atelier national sera organisé dans chaque pays et les réseaux nationaux seront constitués.

France-Vietnam : le droit, vecteur de solidarités pour les femmes migrantes

2015-2017 | Budget : 102 k€ | Financement : CFSI | Partenaires : CGT, VGCL.

Des problèmes similaires se posent au Vietnam et en France pour les femmes migrantes travaillant dans des emplois formels ou informels : accès à l'information sur les droits, les centres d'aide juridique, et le rôle de l'acteur syndical pour faire respecter leurs droits. L'enjeu principal est d'identifier les problèmes communs en France et au Vietnam, et de réfléchir ensemble à des outils de syndicalisation et à une campagne pour faire mieux connaître l'aide juridique syndicale dans les deux pays. Il s'agit du premier partenariat du Gret avec des acteurs syndicaux (la Confédération

générale du travail - CGT en France et la Vietnam General Confederation of Labour - VGCL au Vietnam) dans la mise en œuvre d'un projet sur le droit de travail. Pendant deux ans, il s'agira de contribuer à l'appropriation par les femmes migrantes de leurs droits au Vietnam et en France.

Indications géographiques en Afrique

2015 | Budget : 77 k€ | Financement : AFD | Partenaire : Cible.

Les indications géographiques (IG) sont un droit de propriété intellectuelle reconnu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et visant à protéger les produits dont les qualités spécifiques sont liées à leur territoire de production. L'Oapi (Organisation africaine de la propriété intellectuelle) est le seul organisme régional (17 pays africains) de gestion de la propriété intellectuelle disposant d'un cadre juridique de protection spécialement conçu pour les IG. Les IG permettent aux petits producteurs de protéger leurs savoir-faire pour les productions traditionnelles, elles participent donc à la promotion et à la valorisation de l'agriculture familiale.

L'Oapi a conduit un programme d'appui à la mise en place d'indications géographiques en Afrique (Pampi).

Le Gret a évalué ce programme et réalisé l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un nouveau projet d'appui à l'Oapi pour le développement des Indications géographiques en Afrique.

Bénin et Mauritanie : Développement de la formation par apprentissage (Pafpa)

2011-2015 | Budget : 1,9 M€ | Financement : UE, AFD, Inap-FTP | Partenaires : BAA, Inap-FTP.

En Afrique subsaharienne, l'apprentissage traditionnel constitue souvent l'unique voie de professionnalisation pour les jeunes peu ou non scolarisés. « Dans le cadre du projet Pafpa, le Gret soutient les États mauritanien et béninois pour structurer ce mode d'apprentissage par la mise en place de formations de type dual », indique Christine Uhder, experte en formation professionnelle au Gret. Au Bénin, 820 jeunes dans 14 communes de

l'Ouémé-Plateau ont bénéficié d'une phase de remise à niveau pour favoriser leur obtention du Certificat de qualification professionnelle.

En Mauritanie, un dispositif de formation par alternance a été expérimenté pour préparer les jeunes au Certificat de compétences, diplôme d'État menant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé. 900 jeunes de Nouakchott, Atar, Boghé et Rosso ont été accompagnés vers 15 métiers, en partenariat avec six centres de formation, quatre organisations professionnelles et une centaine d'artisans.

Mauritanie et Sénégal : Acteurs locaux de l'assainissement et des déchets (Aladin)

2013-2016 | Budget : 725 k€ | Financement : AFD, UE, Eau vive | Partenaire : Eau vive.

Dans les bourgs de 5 000 à 30 000 habitants au Sénégal et en Mauritanie, l'absence ou le dysfonctionnement des services d'assainissement sont fréquents et engendrent des risques sanitaires. Dans le cadre du projet Aladin, le Gret renforce les communes dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage pour offrir des services durables et performants.

« Nous collaborons avec les communes d'Ourossogui et de Diawara sur toute la filière de l'assainissement pour améliorer et pérenniser l'accès aux infrastructures et services des habitants. Aujourd'hui, à Ourossogui, un plan directeur d'assainissement a été validé par la commune et est en cours d'application. À Diawara, le service de gestion des déchets est fonctionnel et la gestion des eaux pluviales au niveau de la gare routière est en cours de mise en œuvre », explique Babacar Gueye du Gret au Sénégal. Les décharges sauvages et le manque de capacités des collectivités pour gérer sur le long terme les services développés restent les défis de demain. ■

BRÉSIL



Gestion durable de la forêt et de la biodiversité dans l'État de l'Amapá (Geflo)

2012-2016 | Budget : 4,7 M€ | Financement : FFEM | Partenaires : Conservation International (CI), État de l'Amapá.

En 2006, une forêt d'État appelée Flota a été créée dans l'Amapá sur 2,4 millions d'hectares. L'État souhaite faire de cette forêt un exemple de gestion durable, alliant production et conservation de la biodiversité. Le Gret accompagne le gouvernement de l'État d'Amapá dans la consolidation de sa politique de conservation et de gestion de la biodiversité et dans l'aménagement de sa Flota. « L'État de l'Amapá est spécifique en raison de son important couvert forestier et de sa jeunesse institutionnelle. Le défi consiste à maintenir l'intégrité de ses services écosystémiques avec la participation des communautés, tout en dégagant des revenus pour les communautés et l'État », explique Elektra Rocha, experte forêt au Gret. En 2015, le nouveau gouvernement a mis en place son équipe, le fonds fiduciaire pour la gestion du corridor de biodiversité a été créé, et le dialogue avec la société civile s'est poursuivi. L'appel d'offres des concessions forestières a été republié et une étude a permis d'identifier les stratégies d'attractivité de la filière bois. ■

www.gret.org/les-pays/representations/bresil

MYANMAR / BRÉSIL / MADAGASCAR © Gret

REMISE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCES À UNE APPRENTIE EN MAURITANIE, PROJET PAFPA © Christine Uhder



BURKINA FASO


Marketing social en assainissement familial total (Sanya Kagni)

2014-2017 | Budget : 3,3 M€ | Financement : UE, Ville de Paris | Partenaires : Eau vive, iDE.

La situation de l'assainissement en milieu rural reste préoccupante (défécation en plein air et méconnaissance des règles d'hygiène et d'assainissement). Le Gret travaille pour un accès durable à l'hygiène et à l'assainissement dans dix communes de l'Ouest du Burkina Faso. Il a mis au point des latrines solides et hygiéniques sensiblement moins chères que les latrines classiques et met en place une démarche marketing social de l'assainissement dans le cadre du projet Sanya Kagni. Quatre opérateurs économiques locaux sont formés et appuyés dans une activité de production et de vente de latrines Yilemdé. « Je m'investis totalement dans cette activité car elle est rentable et crée une dynamique économique dans ma commune » témoigne Barri Ibrahim, gérant de la boutique Yilemd-raaga de la ville de Fara. Une fois l'activité de vente de latrines établie, les Yilemd-raaga envisageront d'élargir leur gamme de produit d'assainissement avec l'appui du Gret.

SANIMARCHÉ DE POURA AU BURKINA FASO →
PROJET SANYA KAGNI © Gret

Résilience des populations pauvres et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam)

2013-2017 | Budget : 2,1 M€ | Financement : UE | Partenaire : Fepab.

La région de la Boucle du Mouhoun est caractérisée par un taux de malnutrition chronique élevé (27,8 %) bien que la production agricole soit abondante. Le Gret, en partenariat avec une organisation de producteurs, la Fepab, appuie les paysans les plus vulnérables afin de renforcer leur résilience, tout en les sensibilisant aux bonnes pratiques alimentaires.

« Il s'agit d'un projet innovant intégrant sécurité alimentaire et nutrition, qui repose sur une approche ciblant en priorité les ménages les plus pauvres » explique Ousmane Ouédraogo, chef du projet au Gret. En 2015, le Gret a renforcé les capacités de production de 1 422 agriculteurs (formations techniques, intrants agricoles), a mis en place 51 champs écoles et a appuyé 147 élevages, 8 unités de transformation de produits forestiers non ligneux et deux unités de production de farines infantiles. Les sensibilisations à la nutrition ont touché plus de 8 000 personnes.

La téléphonie mobile au service de la santé maternelle et infantile dans l'Est (Mobisan)

2015-2017 | Budget : 1,1 M€ | Financement : AFD | Partenaires : Djantoli, ABF, Apac Fandima.

72 % des Burkinabé sont abonnés à la téléphonie mobile : une opportunité pour améliorer la santé des communautés. Le Gret expérimente trois services de santé par téléphonie mobile dans la province du Gourma : un service de suivi sanitaire continu à domicile des enfants de moins de cinq ans, un service de sensibilisation aux pratiques sanitaires et nutritionnelles,



et un suivi du parcours de soins des enfants malnutris aigus. En 2015, 200 familles se sont abonnées au premier service de suivi à domicile. 250 SMS et messages voix ont été conçus pour la sensibilisation et leur diffusion a été testée auprès de 100 familles via une application logicielle d'envoi en masse de messages, développée localement. « Le Gret contribue à promouvoir l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (Tic) appliquées à la santé au Burkina Faso. Un cadre de concertation des acteurs Tic et santé chapeauté par le ministère de la Santé a vu le jour » témoigne Estelle Juré, cheffe du projet au Gret. ■

www.gret.org/les-pays/representations/burkina-faso

et un suivi du parcours de soins des enfants malnutris aigus. En 2015, 200 familles se sont abonnées au premier service de suivi à domicile. 250 SMS et messages voix ont été conçus pour la sensibilisation et leur diffusion a été testée auprès de 100 familles via une application logicielle d'envoi en masse de messages, développée localement. « Le Gret contribue à promouvoir l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (Tic) appliquées à la santé au Burkina Faso. Un cadre de concertation des acteurs Tic et santé chapeauté par le ministère de la Santé a vu le jour » témoigne Estelle Juré, cheffe du projet au Gret. ■

nisation dont il a appuyé l'émergence. L'activité d'Amret s'est considérablement développée jusqu'à atteindre 300 000 clients dans 5 900 villages pour un encours de crédits de 300 millions de dollars fin 2014. En 2015, 25 ans plus tard, le Gret a cédé ses parts (20 %) à un consortium de partenaires et à l'association de salariés Botta. « Le Gret a joué un rôle important dans le développement d'Amret, en tant qu'assistant technique, actionnaire et en contribuant à la stratégie d'Amret » témoigne Phalarin Chea, directeur d'Amret. « Cette expérience démontre l'utilité de l'aide publique au développement pour expérimenter des modèles dont la finalité sociale ne peut survivre par la seule logique du marché », remarque Olivier Bruyeron, directeur général du Gret.

Santé pour tous : soutenir les opérateurs de la protection sociale santé (I-Hop)

2014-2016 | Budget : 303 k€ | Financement : Find, Fondation Sanofi Espoir | Partenaires : SHPA, FHD.

Malgré des progrès en termes d'indicateurs de santé, 60 % des dépenses de santé reposent encore sur les épaules des Cambodgiens, avec des conséquences sur les économies familiales. Les dispositifs de protection sociale santé (PSS) sont clés pour lutter contre la pauvreté. Le projet I-Hop s'inscrit dans la continuité du travail du Gret depuis 10 ans dans le domaine de la PSS au Cambodge. Il s'agit d'appuyer la professionnalisation des opérateurs locaux de PSS à qui le Gret a transféré des activités de micro-assurance du secteur informel et de conduire des actions d'éducation à la santé auprès des usagers d'un fonds d'équité pour renforcer leur accès aux soins.

En 2015, neuf opérateurs de la Social Health Protection Association (SPHA) ont été renforcés en matière de gestion comptable et l'opérateur Family Health Development (FHD) a été

CAMBODGE


Désengagement de l'Institution de microfinance Amret, 25 ans après

En 1991, le Gret a démarré au Cambodge un projet de microfinance pour favoriser le développement d'activités génératrices de revenus pour les populations vulnérables. En 2000, le projet s'est institutionnalisé sous la forme d'une institution de microfinance, Amret. Le Gret est devenu pour la première fois actionnaire d'une orga-

appuyé dans la promotion d'un service de micro-assurance santé pour le secteur informel. 2 000 familles ont bénéficié d'actions de sensibilisation en santé materno-infantile.

Innovations pour des services d'eau et d'assainissement améliorés (Isea)

2012-2015 | Budget : 787 k€ | Financement : Fonds Suez initiatives, Find, Unicef, Région Nord-Pas-de-Calais | Partenaires : Aquassistance, Isea.

Près de 400 petites entreprises ont investi dans l'approvisionnement en eau potable dans les petits bourgs urbains du Cambodge. Le Gret accompagne depuis 15 ans la structuration du secteur et la professionnalisation de ces entreprises. Dans le cadre du projet Pisea, l'entreprise sociale Isea (Innovative Services Engineering and Advisory) a vu le jour et s'est institutionnalisée pour offrir des services à ces petits entrepreneurs : travaux d'ingénierie, de construction, conseil, formation, intermédiation bancaire. Depuis 2012, 20 entrepreneurs ont fait confiance à Isea. En 2015, Isea compte un chiffre d'affaires de près de 110 000 euros et une équipe de 15 personnes. « Nous souhaitons conforter notre positionnement d'entreprise innovante par

de nouveaux services (formation in situ, gestion accompagnée, etc.), pour garantir un accès à une eau potable, de qualité, en quantité et à un prix abordable pour tous les Cambodgiens » témoigne Yi Sokkol, directeur d'Isea. ■

www.gret.org/les-pays/representations/cambodge



Gestion des services de base à Dolisie (Promaïss)

2011-2015 | Budget : 634 k€ | Financement : UE, Mairie de Dolisie, Fonds Suez initiatives, Find.

À Dolisie, troisième ville du Congo avec plus de 100 000 habitants, la question des déchets était préoccupante : 40 dépotoirs anarchiques, obstruction des canaux d'eaux, incinérations, accroissement du paludisme et de la typhoïde. En 2011, après plusieurs expérimentations infructueuses de délégation du service de collecte, la Commune de Dolisie s'est tournée vers le Gret pour tester un dispositif en régie. Le projet s'est terminé fin 2015 avec un service de pré-collecte des

← SUIVI DE TRAVAUX POUR L'IMPLANTATION D'UNE STATION DE TRAITEMENT AU CAMBODGE, PROJET ISEA © Gret

→ PRÉ-COLLECTE DES DÉCHETS À DOLISIE AU CONGO, PROJET PROMAISS © Renaud Colombier



déchets pour 15 000 habitants dans cinq quartiers. « Le Gret a réalisé un diagnostic sur les déchets et un plan d'action concerté à quatre ans. Ce projet a permis de mettre en place une instance de concertation, une aire de transit, le matériel de pré-collecte et un site temporaire de mise en décharge. Les services municipaux ont été réorganisés, les agents municipaux formés et les habitants sensibilisés », résume Florian Marchadour, chef du projet au Gret. Un nouveau projet démarre en 2016 pour étendre et consolider le dispositif. ■

www.gret.org/les-pays/representations/congo

FRANCE



Étude sur l'assainissement non collectif à Mayotte

2015 | Budget : 5 k€ | Financement : PS-Eau et ARS-OI | Partenaire : Ircod.

Le département français de Mayotte souffre d'un accès à l'assainissement insuffisant. En 2012, un peu moins de deux tiers des résidences principales n'avaient pas de toilettes. Les solutions proposées, basées en grande partie sur le tout-à-l'égout, sont chères et pas complètement financées. À la demande de l'Agence régionale santé de l'océan Indien et du

PS-Eau, le Gret et l'Ircod ont réalisé une étude sur le potentiel de l'assainissement non collectif sur l'île. L'enjeu était de voir si leurs méthodes dans des pays en développement et en particulier à Madagascar pouvaient répondre au défi de Mayotte à des coûts plus faibles, en s'appuyant sur des artisans locaux et sur une part d'autoconstruction par les habitants. « L'étude a confirmé ce potentiel et relevé une histoire d'auto-construction réussie (la case Sim). Un projet pilote visant à explorer ces pistes a été monté et reste en attente de financement » indique Mathieu Le Corre, expert eau et assainissement du Gret.

Urbanisme durable dans les territoires d'outre-mer

2015-2016 | Budget : 108 k€ | Financement : Ademe | Partenaires : I Care & Consult, H3C Caraïbes, Atelier Villes et Paysages.

Le Gret s'est associé à trois cabinets de conseils pour élaborer un guide sur l'approche environnementale de l'urbanisme en outre-mer (AEU2), en réponse à une commande de l'Ademe. L'AEU est un dispositif méthodologique et opérationnel phare de l'Ademe, visant à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dans la planification et l'aménagement urbains. Le guide vise à adapter cette démarche aux spécificités des territoires ultra-marins, pour les décideurs et porteurs de projets. Le Gret apporte sa connaissance de la Guyane et des problématiques d'urbanisation informelle dans les territoires d'outre-mer.

« Le guide propose six leviers et huit thématiques d'actions. Il comprend de nombreuses fiches outils et retours d'expériences pour valoriser ce qui se fait déjà dans ces territoires et en diffuser les enseignements » explique Renaud Colombier, expert urbain au Gret. ■

www.gret.org/les-pays/representations/france

GUINÉE


Soutien des organisations des filières riz et huile de palme en Guinée forestière (Acorh)

2013-2015 | Budget : 873 k€ | Financement : UE, AFD, CFSI - FdF | Partenaires : MGE, Bureau Stratégie et développement du ministère de l'Agriculture.

Les filières riz et huile de palme contribuent fortement à l'alimentation des Guinéens, à la création de valeur ajoutée et d'emploi. Pourtant, la demande est encore insatisfaite : 25 % du riz et 18 % de l'huile de palme sont importés. Les objectifs du projet dans les préfectures de N'Zérékoré, Lola et Beyla sont d'accroître la production et la compétitivité de ces produits

locaux, pour améliorer les revenus des ménages ruraux et l'approvisionnement des centres urbains. Kerfalla Camara, directeur exécutif de la MGE, partenaire du Gret, explique : « Grâce à des ateliers régionaux et nationaux, nous avons accompagné l'élaboration concertée de guides des bonnes pratiques pour les deux filières. Pour le riz, ce travail a abouti à la validation interministérielle d'une charte nationale. Dans le cadre de la réponse à l'épidémie Ebola, des groupements ont pu approvisionner le Programme alimentaire mondial des Nations unies en riz de qualité. »

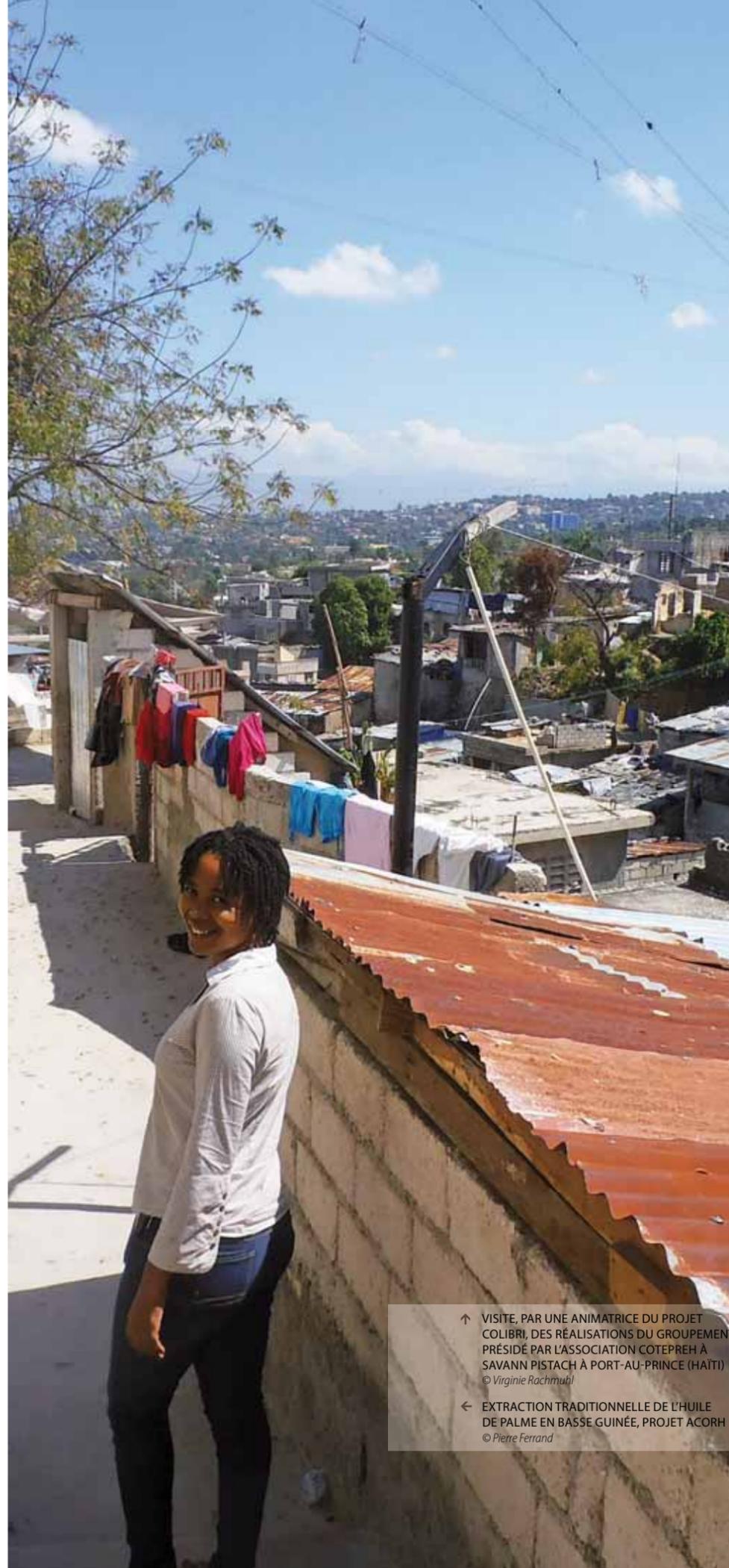
Assistance technique à la Direction nationale du Génie rural (Riz Basse Guinée)

2015-2016 | Budget : 170 k€ | Financement : AFD | Partenaire : DNGR.

En tant que plus grande contribution à la réduction de la pauvreté, la riziculture fait l'objet d'une stratégie nationale d'appui par le gouvernement. Le Gret fournit une assistance technique à la Direction nationale du Génie rural du ministère de l'Agriculture (DNGR) pour la finalisation des travaux d'aménagements collectifs pour la culture du riz de mangrove (formations, contrôle et suivi des travaux), la gestion, entretien et maintenance des aménagements (formations, système d'information géographique, atelier national sur les rôles des parties prenantes et la mise en place d'un fonds d'entretien). Il a réalisé un diagnostic et des formations sur la planification et gestion financière.

« Les investissements de la DNGR ne seront pérennes qu'à la condition que les organisations en charge de la gestion aient les moyens et les compétences nécessaires pour l'entretien des infrastructures », avertit Patricia Toelen, expert en gestion des ressources naturelles au Gret. ■

www.gret.org/les-pays/representations/guinee



↑ VISITE, PAR UNE ANIMATRICE DU PROJET COLIBRI, DES RÉALISATIONS DU GROUPEMENT PRÉSIDIÉ PAR L'ASSOCIATION COTEPREH À SAVANN PISTACH À PORT-AU-PRINCE (HAÏTI)
© Virginie Rachmuhl

← EXTRACTION TRADITIONNELLE DE L'HUILE DE PALME EN BASSE GUINÉE, PROJET ACORH
© Pierre Ferrand

HAÏTI


Services innovants d'assainissement en milieu urbain (Siamu/Jefakaf)

2014-2016 | Budget : 1,1 M€ | Financement : AFD, UE | Partenaire : Snelak.

Le Gret développe un modèle innovant de service de collecte des déchets adapté aux contraintes physiques et socio-économiques des quartiers de Port-au-Prince. La concertation entre acteurs a permis en 2014 la création du Sèvis Jesyon Fatra (SJF), une entreprise sociale communautaire qui assure la collecte des déchets ménagers dans la zone de Carrefour Feuilles grâce à un modèle économique basé sur la prévente de sachets plastiques. Les stratégies d'animation et de communication, ainsi que le financement de microprojets d'élimination de dépôts sauvages, ont permis au service d'émerger et d'améliorer le cadre de vie des habitants.

« La gestion des déchets suppose aussi un processus de changement de comportements auquel la communauté n'était pas habituée, cela a demandé beaucoup d'efforts, de conviction et d'outils que le Gret et les acteurs du projet ont développé ensemble pour susciter l'intérêt de la population » témoigne Jean Bony Luxamma, le gestionnaire de l'entreprise SJF.

Concertations locales pour des initiatives de base renforcées et intégrées (Colibri)

2014-2016 | Budget : 1,33 M€ | Financement : UE, FdF, AFD | Partenaires : Adema, ID.

Depuis 20 ans, les organisations de la société civile (OSC) se sont multipliées en Haïti, en particulier dans les zones défavorisées, en l'absence de politiques adaptées et d'actions des pouvoirs publics. Le projet Colibri a pour objectifs d'encourager la concertation entre OSC et autorités locales autour

Aménagement et reconstruction du quartier de Baillergeau à Port-au-Prince (Areba)

2012-2016 | Budget : 4 M€ | Financement : UE, AFD, FdF | Partenaire : UCLBP.

Baillergeau est un quartier précaire de Port-au-Prince, dont les habitations ont été détruites à 58 % lors du séisme de 2010. Depuis 2013, un Centre d'appui à la reconstruction assiste les habitants pour la reconstruction ou le renforcement de leur maison.

En 2015, 60 nouveaux chantiers ont été lancés et 65 terminés, portant à 85 le nombre total de chantiers terminés. 90 maçons, 20 ingénieurs et 30 producteurs de parpaings ont été formés. Le Gret a fait connaître le schéma d'aménagement aux habitants. Huit nouveaux espaces publics ont été aménagés par des associations ou entreprises locales afin d'améliorer l'accessibilité et l'image du quartier. Au total, 16 aménagements ont été réalisés.

« L'Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP) a tiré une première application concrète de sa nouvelle politique nationale du logement et de l'habitat, et publié une directive invitant les bailleurs de fonds à s'appuyer sur la méthodologie du Gret », témoigne Antoine Ciguene, chef du projet au Gret.

des enjeux prioritaires des territoires (sécurité alimentaire, désenclavement, aménagement urbain, électricité) et de mettre en place un fonds d'appui à leurs initiatives. Le Gret, Adema et ID travaillent chacun sur un territoire : la zone métropolitaine de Port-au-Prince, le Bas Nord-Ouest et le Haut Nord-Ouest. En 2015, 48 projets ont été sélectionnés. « *Le point fort du projet, c'est la réalisation des activités par les organisations de base* », explique Fanatis Saint Sauveur, chef de projet au Gret, « *la maîtrise d'ouvrage communautaire permet de travailler dans les quartiers où il est le plus difficile d'entrer. On arrive à faire d'énormes choses avec de faibles moyens.* » ■

www.gret.org/les-pays/representations/haiti

LAOS



Approvisionnement en eau potable à Vientiane (Madevie II)

2015-2016 | Budget : 81 k€ | Financement : AFD | Maître d'ouvrage : Nampapa de Vientiane.

Depuis 2009, le Gret appuie la Régie des eaux de Vientiane (Nampapa Nakang Luang) dans l'amélioration de sa gestion comptable et financière. La Nampapa approvisionne en eau potable

une ville en forte croissance qui compte près de 100 000 abonnés. Les progrès sur la gestion patrimoniale n'ont pas été accompagnés d'un renforcement de ses pratiques commerciales et financières et ses performances se détériorent. Un travail de mise à plat des procédures internes de gestion comptable et financière a été réalisé par le Gret en 2015, en associant tous les services de la Régie. Il s'agit d'initier le changement de l'intérieur en s'adaptant aux besoins et pratiques.

« *La modernisation de nos pratiques de gestion est importante pour répondre à la demande en eau croissante dans la capitale. La mobilisation d'une expertise extérieure nous permettra d'atteindre nos objectifs de couverture du réseau tout en maintenant la qualité de notre service* », précise Khampheuy Vongsakhamphoui, directeur de la Nampapa.

Développement du secteur du bambou dans la province de Houaphanh

2010-2016 | Budget : 1,8 M€ | Financement : AFD, UE, Fondation Ensemble, Oxfam, SDC | Partenaires : SNV, NUoL, FSRC/Nafri, départements techniques de la Province.

63 % de la population dépendent de produits forestiers pour vivre et se nourrir. Pourtant, les forêts ne couvrent plus que 40 % du territoire lao contre 70 % en 1940, à cause du développement des concessions et des plantations agro-industrielles. Le Gret appuie le développement de cinq filières de bambou dans trois districts de la Province de Houaphanh. Il accompagne la planification territoriale villageoise, la gestion et sécurisation des forêts naturelles et des plantations de bambous, la structuration des filières et les politiques publiques. 4 400 hectares de forêts ont

→ RÉPARATION D'UNE FUITE D'EAU PAR LA SOCIÉTÉ DES EAUX DE VIENTIANE, PROJET MADEVIE AU LAOS © Fanny Buffandeau



été alloués aux communautés pour une gestion axée sur la commercialisation et 29 techniciens villageois ont été formés. En 2015, 2 860 familles de 70 villages ont généré un revenu de 537 000 dollars. « *La Stratégie provinciale 2016-2020 permet l'appui au secteur bambou. La création d'un centre de service et une stratégie bambou au niveau national seront nécessaires pour consolider le secteur* » explique Sara Melki, cheffe de projet au Gret. ■

www.gret.org/les-pays/representations/laos

MADAGASCAR



Appui à la santé maternelle et infantile (Pasm)

2014-2017 | Budget : 640 k€ | Financement : AFD | Partenaires : Consortium mené par MdM, avec Santé Sud, ACF, HI, Mouvement français pour la planification familiale, ministère malgache de la Santé.

Ces 15 dernières années, les indicateurs sanitaires de Madagascar se sont dégradés, avec des taux de mortalité maternelle et infantile loin des objectifs fixés par les OMD. Pour contribuer à réduire la mortalité maternelle et infantile, le Gret mène en consortium avec cinq autres ONG le projet Pasm dans les régions d'Itasy et Bongolava.

Services d'assainissement adaptés à l'agglomération d'Antananarivo (Miasa)

2012-2016 | Budget : 770 k€ | Financement : UE, AFD, Grand Lyon, Veolia Eau | Partenaires : Enda Océan Indien, communes.

À Antananarivo, 30 % des familles utilisent des latrines hygiéniques et des vidangeurs manuels informels déversent les boues fécales sans traitement dans la nature. Le Gret et Enda OI expérimentent depuis 2012 des solutions innovantes sur l'ensemble de la filière. Cinq sanimarchés Diotontolo ont été créés pour vendre des toilettes hygiéniques et ont permis à 7 500 per-

sonnes d'avoir un assainissement adéquat. 300 familles à très bas revenus ont été accompagnées. 24 vidangeurs ont été formés pour assurer le fonctionnement de quatre services de vidange dans trois communes. Quatre stations de traitement des boues de vidange ont été construites avec des communes partenaires qui assurent la maîtrise d'ouvrage. « *Si les résultats sur l'accès aux toilettes ont été atteints, des défis restent à relever sur la pérennisation des services de vidange et de traitement* », explique Michel Andriamifidy, chef de projet au Gret. « *En 2016, nous allons appuyer les maîtres d'ouvrages dans la gestion, le suivi et le contrôle des services.* »

Amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus agricoles (Asara)

2014-2017 | Budget : 1,66 M€ | Financement : UE, CRS | Partenaire : CTAS.

Le Gret renforce la capacité des agriculteurs du district d'Ambovombe, au sud de Madagascar, à mettre en œuvre des techniques d'agriculture innovantes dans cette zone semi-aride.

En 2015, le Gret et le CTAS ont aménagé 250 hectares en 14 sites agro-écologiques comprenant des dispositifs de lutte anti-érosive éolienne (brise-vent) et hydriques (barrières végétales fourragères et pérennes) avec des cultures résistantes à la sécheresse qui présentent des intérêts alimentaires pour les humains (mil, pois d'Angole, konoke, moringa) ou pour les animaux (brachiaria, mucuna). 491 personnes cultivent ces sites.

Un appui organisationnel est apporté au Centre de service agricole d'Ambovombe pour l'aider à développer ses compétences et améliorer ses résultats. ■

www.gret.org/les-pays/representations/madagascar

MAURITANIE



Appui aux initiatives des communes en hydraulique et assainissement (Aïcha II)

2011-2015 | Budget : 2,7 M€ | Financement : UE, Sedif, AESN, Apaus, PS-Eau, Vert-Saint-Denis, OMVS, Évry-Gregy | Partenaires : Tenmiya, communes.

La phase 2 du projet Aïcha s'est terminée en 2015, après cinq ans d'activités visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communes de Rosso, Dar El Barka, Keur Macène, Tekane et Ndiago. Il s'agissait de responsabiliser les communes dans le développement de leur territoire. 25 000 personnes ont nouvellement accès à un service d'eau potable, 12 000 personnes et 30 écoles un accès à un assainissement amélioré.

LA PLATE-FORME MULTIFONCTIONNELLE SOLAIRE DE DAR EL BARKA, PROJET ERUDI EN MAURITANIE © En haut!

SENSIBILISATION SUR CHAMP ÉCOLE, PROJET ASARA À MADAGASCAR © Fabrice Lhériteau ↓



Le Gret a développé plusieurs approches en matière de planification communale sectorielle (PCHA), de marketing de l'assainissement et des stations de potabilisation. Des cahiers de capitalisation tirant les enseignements de ces expériences ont été produits et sont disponibles sur www.gret.org. Une troisième phase permettra de poursuivre le renforcement des acteurs (directions de l'Eau et de l'Assainissement, Autorité de régulation, gestionnaires des services, communes et représentants des usagers).

Électrification rurale décentralisée interrégionale (Erudi)

2011-2016 | Budget : 3,5 M€ | Financement : UE, Apaus | Partenaires : Tenmiya, Ecodev.

3 000 villages mauritaniens n'ont pas accès à l'électricité. Le Gret a installé des plates-formes multifonctionnelles à partir de l'énergie solaire, permettant de fournir l'électricité à 56 000 usagers dans 79 villages de 21 communes rurales du Brakna, de l'Assaba, du Gorgol et du Tagant. Ces plates-formes permettent le développement d'activités économiques à travers la transformation de produits locaux, l'artisanat, le froid, l'éclairage, l'audiovisuel et la téléphonie mobile. Après la construction des 70 bâtiments et la mise en place des comités d'usagers assurant le suivi des services, deux délégataires de services ont mis en exploitation 56 plates-formes et 336 micro-entrepreneurs ont été formés à la gestion technique et financière en 2015.

Les activités se poursuivront en 2016, pour un accès à l'énergie de 77 000 personnes. Les enseignements seront transmis à l'État mauritanien qui projette d'étendre le dispositif dans le cadre d'un programme national de plates-formes. ■

www.gret.org/les-pays/representations/mauritanie

MYANMAR



Développement agricole dans le Delta

Delta RISE: 2015-2018 | Budget: 3,9 MUS\$ | Financement : Lift | Partenaire : WHH.

MyCulture : 2015-2018 | Budget : 1,3 MUS\$ | Financement : Lift | Partenaires : Worldfish, Pact, Nag, Département de la Pêche.

Promouvoir des techniques d'irrigation innovantes au Myanmar et au Cambodge : 2014-2016 | Budget : 450 k€ | Financement : Fondation Louis Dreyfus, Find.

Présent dans le Delta de l'Ayeyarwaddy depuis 2008, l'action du Gret a évolué d'une logique de post-urgence à la suite du cyclone Nargis qui a sévèrement affecté les systèmes économiques et productifs de la zone, à l'appui au développement durable. En 2015, à travers trois projets, il appuie 2 000 familles par des services de conseil technique (en agriculture, élevage et aquaculture) et des organisations de producteurs qui dispensent des services sur l'ensemble de la filière riz, culture principale de la région (semences et intrants de qualité, commercialisation collective).

« Nous avons développé une approche complémentaire, intégrée et participative pour couvrir les besoins diversifiés des familles du Delta (agriculteurs et sans-terre) » précise Prémila Masse, cheffe de projet au Gret.

Approches durables pour une nutrition améliorée (Sustain)

2012-2015 | Budget : 336 k€ | Financement : UE | Partenaires : ACF, WHH, Gold Power.

L'apport nutritionnel limité de l'alimentation « faite maison », l'accès limité à une alimentation de complément de qualité, et le manque de connaissances contribuent à la malnutrition des enfants de moins de deux ans. Le Gret travaille en partenariat avec le secteur privé local pour développer et commercialiser une offre d'alimentation de complément abordable, correspondant aux normes internationales de qualité, et adaptée aux besoins des enfants de 6 à 23 mois : la farine infantile May May Mitta a été lancée sur le marché en 2015. Le Gret sensibilise également les mères et les soignants aux bonnes pratiques de soins et d'alimentation.

« Le Gret contribue à améliorer les deux piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité de l'alimentation et sa bonne utilisation, en augmentant l'accès à des aliments de complément de qualité et en menant des activités d'éducation nutritionnelle » explique le chef de projet du Gret, Thura Kyaw.

Création d'une institution de microfinance dans la Dry Zone

2013-2016 | Budget : 2,5 M US\$ | Financement : Lift.

D'après l'étude Finscope publiée en 2014, 20 % de la population au Myanmar ont accès aux services financiers formels. L'offre formelle de services financiers adaptés en faveur de ménages pauvres a pour objectif de diversifier et sécuriser différentes sources de revenus, leur permettant ainsi de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Depuis fin 2013, le Gret intervient en microfinance en zone rurale dans la région

de Sagaing. Ce projet s'appuie sur l'expérience de Chin MFI (État du Chin) et la connaissance de cette zone du fait de l'intervention du Gret depuis 2011 sur des projets de développement agricole. Fin 2015, le projet soutenait 4 200 emprunteurs à Monywa et Yinmabin et travaillait sur l'ouverture d'une troisième agence à Budalin. D'ici fin 2016, le Gret espère accompagner plus de 7 000 emprunteurs dans ces trois localités. ■

www.gret.org/les-pays/representations/myanmar



Prévention de la malnutrition des femmes et des enfants (Nutriniger)

2013-2015 | Budget : 410 k€ | Financement : Fida, Usaid, Pam | Partenaires : Misola, CRS, municipalités, directions départementales du Génie rural et de l'Éducation, Gage, Care, Icrisat, groupements féminins, communes.

Les prévalences de malnutrition continuent d'augmenter au Niger. Pour contribuer à prévenir la malnutrition dans le pays, le Gret a appuyé le développement de trois unités de production de farine infantile fortifiée répondant aux normes de qua-



↓ SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES DE NUTRITION AU NIGER ©Gret

lité internationales et accessible à moindre coût. Il a sensibilisé 36 000 personnes sur l'alimentation et la nutrition du jeune enfant et a formé 396 agents de santé et acteurs communautaires, ainsi que 80 femmes de groupements en charge des unités de production. Suite à des actions dédiées aux adolescent(e)s, la prévalence de l'anémie baisse chez les élèves de Mirriah (61,7 % à 59,9 % chez les garçons et de 63 % à 57,9 % chez les filles). Huit tonnes de farines infantiles ont été commercialisées et consommées en 2015. Hainikoye Issa Moussa, représentant du Gret au Niger témoigne : « L'approche du Gret permet de contribuer à lutter contre la malnutrition et aussi de mettre en lien les producteurs de céréales et de farines. » ■

www.gret.org/les-pays/representations/niger

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Agroforêts pour le développement de Kipushi (Afodek)

2012-2017 | Budget : 3,05 M€ | Financement : UE, CPP | Partenaires : CPP, Nature+.

Le Gret contribue à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des habitants du Haut Katanga, tout en

limitant la déforestation des forêts impactées par la croissance urbaine et le charbonnage. « Un périmètre agroforestier de 2 000 hectares a vu le jour et la valorisation des savanes arborées dégradées devient une réalité à Kipushi avec 250 hectares déjà plantés. Cet aménagement vise à sédentariser 150 familles dans des lots individuels convertis en agroforêts avec la plantation d'arbres à croissance rapide en lignes alternées avec les cultures vivrières, et destinées au bout de 10 ans à la production de charbon de bois » explique Emmanuel Buovolo, représentant du Gret en RDC.

En 2015, 10 dépôts de stockage et 35 nouvelles maisons ont été construits par les exploitants selon une technique d'écoconstruction limitant l'empreinte écologique. Les familles ont réalisé 140 nouveaux hectares de plantations agroforestières et se sont engagées dans une organisation paysanne via des comités de gestion des sites agroforestiers.

Définition du mécanisme de partage des bénéfices issus de la Redd+

2015-2016 | Budget : 73 k€ | Financement : Banque mondiale.

En 2014, le Fonds carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale a approuvé la note indicative du programme de réductions d'émissions de Maï-Ndombe. Cela a ouvert une nouvelle phase pour le développement de ce programme et pour la Redd+ en RDC (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts). Le Gret a réalisé une étude sur la question du partage des bénéfices pour le ministère de l'Environnement et du Développement durable congolais. Il a réalisé une revue d'expériences nationales et internationales, consulté les parties prenantes sur les principes de partage des bénéfices

acceptables, et accompagné la cellule nationale Redd dans la rédaction du document de programme. Judicaël Fétiveau, expert en gestion des ressources naturelles au Gret, fait le point sur l'avancement de cette étude en 2015 : « Le Gret a produit les lignes directrices, un plan de partage des bénéfices indicatif, une revue du cadre juridique et un appui à la rédaction des sections juridiques. »

Filières agricoles vivrières et forestières de Mayanda (Défiv-Dafoma)

2010-2015 | Budget : 3,13 M€ | Financement : UE, AFD, Unicef, FSD (Ambassade de France).

Le Gret a contribué pendant cinq ans à améliorer la sécurité alimentaire dans le Bas-Congo et l'approvisionnement en bois de feu de la ville de Boma. Le désenclavement de la zone péri-urbaine de Mayanda dès 2011 via les infrastructures routières a permis l'essor de l'élevage et de l'agriculture. Des innovations en matière d'agroécologie et de foncier ont été développées pour maintenir la fertilité des sols, sédentariser les paysans, produire du bois énergie, et contenir la pression sur les terres et sur les espaces boisés résiduels.

En 2015, le Gret a renforcé la faitière regroupant les paysans du Mayanda, l'association en charge de l'entretien des routes et celle en charge de la gestion des marchés. « Le marché construit à l'entrée de Boma a drainé des quantités importantes de vivres et offert des services de propreté et de sécurisation des biens très appréciés des usagers », explique Cédric Luyeye, chef du projet au Gret. Le Gret a édité un guide des pratiques agroécologiques et agroforestières pour les opérateurs et associations paysannes. ■

www.gret.org/les-pays/representations/rdc



SÉNÉGAL



Agriculture familiale et accès à l'information (Afaï)

2014-2016 | Budget : 483 k€ | Financement : DFID | Partenaires : Fongs, Ifpri.

L'agriculture familiale fournit 70 % des aliments du Sénégal et emploie 60 % de la population active. Le manque d'information, de planification et de moyens financiers limitent les performances des exploitations familiales. Dans le cadre du projet Afaï, le Gret, la Fongs et l'Ifpri étudient l'impact du Conseil à l'exploitation familiale (CEF) sur 600 familles, avec 107 animateurs. Grâce à l'appui du Gret et de la Fongs, chaque famille a bénéficié de trois bilans simplifiés et de visites mensuelles, 400 exploitations familiales ont réalisé deux plans de campagne et 200 ont bénéficié d'un transfert de 150 euros pour l'achat d'intrants agricoles. D'après Kébé Cissé, chef d'exploitation à Barkédji : « Les inventions du projet nous ont permis d'éviter le gaspillage de notre production et de connaître nos besoins. »

L'Ifpri a réalisé une étude auprès de 240 exploitations familiales pour mesurer l'impact du projet. Une capitalisation est en cours sur les dispositifs de CEF pour alimenter la réflexion nationale. ■

Apprentissage pour le développement des territoires ruraux (Adeter)

2014-2017 | Budget : 730 k€ | Financement : AFD | Partenaire : Enda Graf Sahel.

Au Sénégal, l'offre de formation formelle pour les publics déscolarisés répondant aux besoins des territoires ruraux reste faible. Le Gret et Enda Graf Sahel ont initié le projet Adeter afin de développer une offre de formation par apprentissage dans des métiers para-agricoles, qui permette de valoriser le fort potentiel de l'agriculture dans la vallée du fleuve Sénégal.

En 2015, 94 jeunes débutent leur formation dans la fabrication de matériels agricoles, la maintenance d'engins agricoles et de moteurs hors-bords, et l'installation et la maintenance de systèmes d'irrigation. Ces formations devraient permettre aux jeunes d'obtenir le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou un Certificat de compétences professionnelles (CCP). Les programmes sont mis en œuvre en alternance entre 55 entreprises artisanales et trois centres de formation.

← PLATEFORME D'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES DE BOMA, PROJET DEFIV EN RDC
© Dominique Violas
→ PROJET ADETER AU SÉNÉGAL
© Gret / Enda Graf Sahel

www.gret.org/les-pays/representations/senegal





VIETNAM



Conditions de vie des femmes migrantes dans les zones industrielles (Phu Nu)

2014-2017 | **Budget** : 439 k€ | **Financement** : AFD, Oxfam Solidarité, CCFD-Terre solidaire, CG93, Juristes Solidarités, Find | **Partenaires** : Batik International (chef de file), CDI.

La stratégie de développement économique du Vietnam, basée sur la production pour l'exportation, s'est accompagnée par le développement rapide de zones industrielles et un fort exode rural. Le faible développement des services dans ces zones affecte les conditions de vie des migrants dont 54 % sont des femmes. Le projet vise à améliorer les conditions de vie et l'insertion sociale des femmes migrantes à Hai Duong et Vinh Phuc.

En 2015, 600 femmes ont participé à une trentaine de clubs de femmes. « C'est un début, créer de la sociabilité. Mais derrière, l'enjeu est de leur permettre de s'organiser pour pouvoir prendre une vraie place dans la société auprès des différentes parties prenantes » explique Ninh Nguyen Huu, représentant du Gret au Vietnam.

Trente-deux ouvrières et deux ouvriers leaders ont bénéficié de formations aux droits sociaux. Des groupes de travail ont rassemblé propriétaires, entreprises et autorités

locales. Douze logements où vivent 480 habitantes ont été améliorés (installations sanitaires, etc.).

Énergie solaire : réplication du modèle Barefoot College

2015-2017 | **Budget** : 86 k€ | **Financement** : Find, Cartier Charitable Foundation | **Partenaire** : Barefoot College.

Cinq millions de Vietnamiens n'ont pas accès au réseau électrique, en particulier dans les zones montagneuses au Nord et au Centre du pays. Le Gret et Barefoot College testent la capacité de réplication d'un modèle d'accès durable d'énergie solaire développé par Barefoot. Il s'agit de former des femmes d'une quarantaine d'années au métier de technicienne solaire pour qu'elles installent et assurent la maintenance de kits solaires individuels au sein de leur village.

Cette approche repose sur « la conviction que le savoir, la compétence et la sagesse disponibles dans les villages doivent être utilisés pour leur développement avant de faire venir des compétences de l'extérieur » selon Bunker Roy, fondateur de Barefoot College.

En 2015, six villages de deux districts de la province de Thanh Hoa comptant 1 000 d'habitants ont été identifiés, quatre femmes ont été formées en Inde pendant six mois, des comités solaires ont été créés dans les villages et les équipements ont été préparés. ■

www.gret.org/les-pays/representations/vietnam

- ← CHEZ UNE OUVRIÈRE À VINH PHUC AU VIETNAM, PROJET PHU NU © Batik International
- MAISON TRADITIONNELLE ÉQUIPÉE D'UN KIT D'ÉCLAIRAGE SOLAIRE DANS LA PROVINCE DE THANH HOA AU VIETNAM © Ninh Huu Nguyen

AUTRES PAYS



Développement local et municipal dans les Territoires palestiniens : Cisjordanie et Gaza

2015 | **Budget** : 58 k€ | **Financement** : AFD | **Partenaire** : BOI.

Le Gret a contribué à l'évaluation de la première phase d'un programme multi-bailleurs de développement municipal (MDP) en Cisjordanie et à Gaza, mis en œuvre entre 2009 et 2013 par le Municipal Development and Lending Fund (MDLF), institution palestinienne semi-gouvernementale qui agit auprès des municipalités.

L'évaluation s'est inscrite dans une démarche multi-bailleurs. L'AFD a souhaité évaluer le programme en prenant en compte le contexte, les politiques publiques et ses procédures spécifiques.

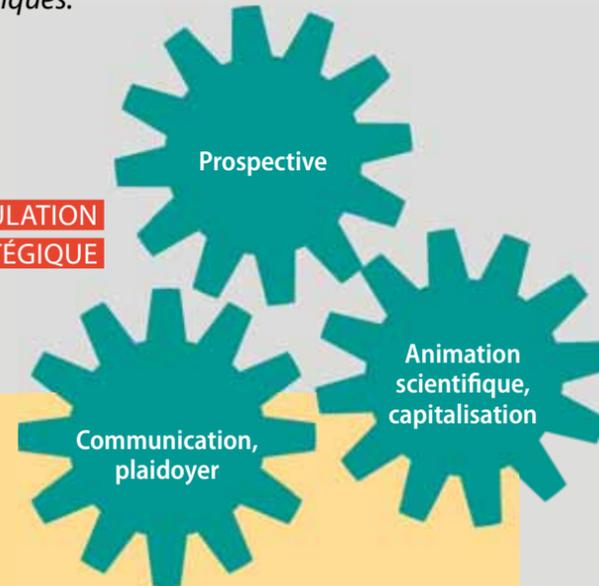
L'équipe d'évaluation a examiné les résultats du programme à la lumière des objectifs fixés d'amélioration des conditions de vie des populations, via le financement de services urbains et le renforcement des institutions palestiniennes et des municipalités en termes de gestion financière et de planification. ■

DÉBATS

Le Gret contribue aux débats sur les politiques et pratiques de développement de différentes manières : expertises pour les États, capitalisations dans une optique de recherche-action pour le développement, animation et contribution à des réseaux d'acteurs, plaidoyer et communication d'influence, renforcement des sociétés civiles dans leur contribution aux politiques.

Les grands débats du développement en 2015

UNE ARTICULATION STRATÉGIQUE



SUR LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS LE DÉVELOPPEMENT

En 2015, le Gret a étudié dans une visée prospective l'implication croissante des entreprises, petites, grandes ou très grandes, dans les problématiques sociales et environnementales. Il a co-organisé une journée d'étude du Groupe initiatives sur les coalitions d'acteurs entre pouvoirs publics, entreprises et association. Il a réalisé une expertise sur le renforcement des capacités des acteurs privés à la demande de l'AFD, afin de contribuer à la position française pour la Conférence des Nations Unies à Addis-Abeba sur le financement du développement. Il a conduit une étude pour contribuer à la stratégie du Maedi en faveur d'une économie sociale et inclusive. Le Gret a démarré un séminaire pluriannuel, avec la Fondation Maison des sciences de l'Homme, l'IRD et le Cirad, pour questionner l'implication des entreprises et plus

JOURNÉE D'ÉTUDE DU GROUPE INITIATIVES « ENJEUX ET PRATIQUES DES NOUVELLES COALITIONS D'ACTEURS », JANVIER 2015 © Johnson Sabin



largement les nouvelles formes de philanthropie dans le monde des fondations et de la finance.

SUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ : DU LOCAL AU GLOBAL

À Madagascar, le Gret a réalisé une étude sur la gouvernance et l'implication des communautés dans la gestion des Nouvelles aires protégées (Nap) marines et côtières. Le 15 septembre 2015, à Antananarivo, la Direction générale de la Mer, le Gret et WCS ont organisé une consultation sur ce sujet, durant laquelle le besoin d'accompagnement dans la durée des communautés locales a été souligné. Le directeur général de la Mer s'est engagé à s'appuyer sur les recommandations issues de cette rencontre dans le décret d'application du Code des aires protégées. Le Gret a également participé aux échanges autour du cadre stratégique de l'Union européenne en matière de préservation de la biodiversité en Afrique qui oriente les dix prochaines années d'actions : la question de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles par les communautés locales y est une problématique clé.

Dans la perspective de financer les objectifs de la Convention sur la diversité biologique à l'horizon 2020, le Gret, le Cirad et la Caisse des dépôts-Climat Biodiver-

PARC NATIONAL ET AIRE MARINE PROTÉGÉE, PROJET FIAVOTANA © A. Vogel



sité ont réalisé une étude sur les mécanismes de financement innovants de la biodiversité pour le Maedi, afin de contribuer au Groupe pilote sur les financements innovants qui réunit une soixantaine d'États.

PROSPECTIVE COORDINATION SUD À HORIZON 2030

Le Gret a été associé au groupe de travail de Coordination Sud sur la prospective pour se projeter à l'horizon 2030. « Grâce à un travail d'exploration de scénarios autour des tendances et des ruptures mondiales appliqués à nos secteurs et conjugués au paradigme de l'aide, nous avons pu cerner les défis pour le monde de la solidarité internationale et Coordination Sud en particulier, explique Marc Levy, directeur de la prospective au Gret. Citons par exemple le passage du "Nord qui aide le Sud" à une solidarité de territoire à territoire autour d'enjeux communs, ou les alliances face aux nouvelles configurations de mobilisation et d'intervention. Un travail d'équipe fructueux d'intelligence collective dont la transcription en plan de travail est en cours ».



entrepreneuriat social agroécologie
dérèglement climatique Gacsa
énergies renouvelables
ODD biodiversité
directives volontaires sur le foncier
coalitions d'acteurs RSE
territoires

LES PRINCIPAUX SUJETS EN 2015

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS

JUILLET
Conférence des Nations unies sur le financement du développement à Addis Abeba



JUILLET
Sommet climat et territoires à Lyon



SEPTEMBRE
Sommet des Nations unies sur les ODD à New York



DÉCEMBRE
Cop 21 à Paris



Capitaliser

Le Gret agit en « laboratoire de développement » avec des projets mettant en synergie recherche et développement. De façon réflexive, ses experts capitalisent sur leurs pratiques pour faire le point sur leurs expériences et acquis. Ces enseignements sont valorisés à travers la publication d'ouvrages spécialisés, d'articles de revues, et lors de colloques et séminaires à caractère scientifique. Le Gret a accumulé un catalogue de 250 références, vendues par la librairie Lavoisier ou consultable sur www.gret.org.

COLLABORATIONS AVEC LA RECHERCHE

Le Gret participe à des projets de recherche et à la réflexion sur la recherche pour le développement, à différents niveaux :

- **la recherche-action** : dans le cadre du projet d'électrification hydraulique Rhyvière à Madagascar, le Gret collabore avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) dans l'élaboration d'une modélisation participative des bassins versants ;
- **la prospective en matière de recherche pour le développement** : le Gret est associé au groupe de travail interministériel des ministères français des Affaires étrangères et du Développement international (Maedi) et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR) pour élaborer un document prospectif sur la politique scientifique en matière de coopération internationale ;
- **l'élaboration de recommandations sur les politiques publiques** : le Gret a valorisé les résultats des programmes

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2015 :

Appui à la gouvernance concertée des services publics locaux : les apports du projet de recherche-action Agora (Bénin, Burkina Faso, Mali)

Débats & Controverses n° 11, Barrau E., Hochet P., Quentin A., Vaumourin S., Gret



Actes du colloque Appi. Une action publique éclatée ? Production et institutionnalisation de l'action publique dans les secteurs de l'eau potable et du foncier (Appi) : Burkina Faso, Niger, Bénin

IRD Gred, Lereps, Lam, Lasdel, Laboratoire Citoyennetés, Gret

de recherche-action Agora et Appi sur les dynamiques socio-politiques des politiques publiques en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec des chercheurs en sciences sociales européens et africains.

Le Gret accompagne deux thèses menées par ses experts en 2015, sur les entrepreneurs de l'eau au Cambodge et le dialogue entre experts, chercheurs et décideurs au sein du Comité technique « Foncier & développement ».

ÉVOLUTIONS DES CONNAISSANCES ET DES PRATIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT

En 2015, le Gret a publié huit ouvrages et participé à des colloques et séminaires pour contribuer à la connaissance sur le développement et à l'évolution des pratiques. Zoom sur une sélection de références et interventions autour de trois thématiques émergentes en 2015.

La valorisation des savoir-faire en agroécologie et agroforesterie

Pour répondre aux enjeux de lutte contre le changement climatique et la dégradation environnementale, le Gret contribue, sur la base des expériences de terrain, à mettre en valeur les pratiques et initiatives en agroécologie et agroforesterie pour faciliter leur appropriation, tant par les paysans que par les praticiens de l'aide. Le Gret est intervenu à des séminaires régionaux organisés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'agroécologie en Afrique subsaharienne (Dakar) et en Asie et dans le Pacifique (Bangkok).

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2015 :

Towards an agroecological transition in Southeast Asia : Cultivating diversity and developing synergies

Castella J.-C., Kibler J.-F., Ferrand P., Gret

Guide technique. Pratiques agroécologiques et agroforestières en zone tropicale humide

Scholle J. (dir.), Gret



Keeping Composting Simple

Farming Matters, n° 31.1, Allaverdian C., Fayon S.

Évaluation des paiements pour services environnementaux

Fétiveau J., in Mille G. et Louppe D., « Mémento du forestier tropical », Quae

La formalisation des droits fonciers et la sécurisation foncière paysanne

Avec le Comité technique « Foncier & développement » dont le Gret assure le secrétariat technique et scientifique, le Gret anime les réflexions sur les politiques foncières dans les pays du Sud, notamment sur les conditions de formalisation et de réforme des droits fonciers. Le Gret est intervenu à Washington lors de la conférence organisée par la Banque mondiale sur les droits fonciers, ainsi qu'à Bern, à la conférence sur les terres communautaires et droits sur les ressources. Le Gret a participé à des conférences sur les questions foncières dans le Mékong, sur les conflits fonciers en Asie du Sud-Est à Chiang Mai et lors du Forum sur les investissements directs à l'étranger à Hong Kong.



PUBLICATION EN 2015 :

La formalisation des droits sur la terre dans les pays du Sud : dépasser les controverses et alimenter les stratégies

AFD, Maedi, Gret

La gouvernance des services essentiels dans les territoires urbains

Les projets de mise en place de services essentiels à l'échelle de territoires urbains conduisent le Gret à explorer les interactions entre gouvernance urbaine et gestion de ces services. Les experts du Gret sont intervenus à la conférence « Les innovations financières pour les services basiques :

QUELQUES PUBLICATIONS EN 2015 :

Financer les services essentiels des villes du Sud : quelle équation socio-politique ?

Leménager M., Naulet F., Études & Travaux en ligne, n° 44, Gret



Mettre en place des services urbains d'évacuation et de traitement décentralisé des boues de vidange

Gabert J., Gret

Filières, acteurs et territoires : une équation impossible ? Création d'une filière « sociale » de recyclage des déchets plastiques à Nouakchott

Tsitiskalis A., in Durand M., Djellouli Y., Naorine C. (ed), « Gestion des déchets : innovations sociales et territoriales », Presses universitaires de Rennes



recherches et actions futures », organisé par les universités de Bâle, Genève et Toulouse, et au colloque « Repenser les quartiers précaires » organisé par l'AFD et le CNRS.

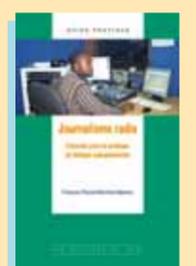
Intégration du changement climatique dans les projets

De façon à préparer la traduction opérationnelle de l'après Cop21, plusieurs chantiers de capitalisation ont été lancés sur les enjeux climatiques de politiques agricoles, sur les mesures d'adaptation au changement climatique en milieu urbain et sur la gestion des ressources naturelles. Une revue des méthodes et outils existants des projets d'adaptation au changement climatique a été conduite.

AUTRES PUBLICATIONS EN 2015 :

Journalisme radio. Conseils pour la pratique en Afrique subsaharienne

Guide pratique, F.-P. Mbumba Mpanzu, Gret



Apprécier l'impact en cours de projet : retour sur une méthode expérimentale au Cambodge

Coopérer aujourd'hui, n° 77, Renard O. et Castellanet C., Gret

FORMER LES PROFESSIONNELS DU DÉVELOPPEMENT DE DEMAIN

Les experts du Gret interviennent pour former les professionnels de demain.

- **Développement urbain** : EUP, Ifu, Upem.
- **Sécurité alimentaire et Nutrition** : Agroparitech, Iedes, SupAgro.
- **Services essentiels, Eau potable et assainissement** : Iedes, Engref, Ifu.
- **Plaidoyer et communication des associations et des collectivités** : UVSQ, Upec.
- **Foncier** : Bordeaux III.
- **Évaluations et diagnostics** : Istom.
- **Agriculture, politiques et filières agricoles** : Iedes, Ifaid, IRC Montpellier SupAgro, Iris Sup, Paris Sud, SupAgro.
- **Gestion de projets** : Université de Rennes.
- **Économie politique de l'Afrique** : Sciences Po Paris. ■

Réseaux et alliance

Dans ses pays d'intervention, le Gret agit au sein de collectifs d'organisations de la société civile (OSC), contribue à des réseaux sectoriels et à des espaces de concertation animés par les pouvoirs publics.

Collectifs d'ONG ou d'OSC

France : Aliss, Coalition Eau, Coordination SUD, CFSI, Groupe initiatives. Abong au Brésil, Comité de liaison inter-ONG en Haïti, Groupe des ONG Santé à Madagascar, Congad au Sénégal, Repaoc, Spong au Burkina Faso, etc.

Espaces de concertation

France : CNDSI, Comité technique « Foncier & développement », Costea, Gisa, Groupe national sur les forêts tropicales, PFVT. Groupe des partenaires techniques et financiers sur la nutrition au Burkina Faso, Groupe de concertation sur les violences faites aux femmes en Haïti, etc.

Réseaux sectoriels multi-acteurs

France : GTD Désertification, Cicle, Riaed, Cerise. Pepa en Haïti, Land Issue Working Group au Laos, Nerad au Vietnam, etc.

EXEMPLES D'ACTION EN RÉSEAU DU NATIONAL À L'INTERNATIONAL

PFVT : le Gret, réélu au collège ONG, contribue à la position française pour Habitat III

Le Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT) est la plate-forme d'échanges et de valorisation de l'expertise des acteurs français du développement urbain à l'international. En 2015, le Gret a été réélu représentant au sein du collège des organisations de la société civile. Il a contribué aux positions françaises en vue de la Cop 21 (voir page 45) et du sommet Habitat III. Il a présenté son expérience en matière de concertation pour l'accès aux services urbains dans les quartiers informels de Port-au-Prince en Haïti, dans le cadre d'un atelier sur le droit à la ville.

Europe : améliorer les relations DUE-OSC avec Concord

Concord, la confédération des ONG européennes, a réalisé un rapport sur les relations entre délégations de l'Union européenne (DUE) et organisations de la société civile (OSC) qui révèle notamment que les ONG restent insuffisamment consultées

dans la définition des feuilles de route et que le dialogue sur les politiques est restreint à certains secteurs. Le Gret a participé pour Coordination Sud à une réunion organisée par Concord à Bruxelles rassemblant ONG, représentants de la Commission européenne et du Parlement européen. Après s'être félicité des efforts en cours, le Gret a relevé le manque de transparence sur les conditions de mise en œuvre de la stratégie 2014-2020, la lourdeur des contraintes administratives au détriment d'une intervention adaptée aux contextes locaux, et la nécessité d'un dialogue pluri-acteurs sur des questions politiques.

L'appel international « Climate Smart Agriculture Concerns »

Un an après le lancement de l'alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat, le Gret fait partie des 355 organisations internationales signataires de l'appel aux décideurs pour que l'agroécologie soit intégrée à l'ensemble des processus relatifs à l'agriculture et au changement climatique. Cet appel dénonce le caractère trop vague et large de la définition d'agriculture intelligente face au climat (Acsa), qui permet d'inclure des pratiques dommageables pour la souveraineté alimentaire et le climat. La signature de cet appel par le Gret s'inscrit dans une série d'actions de promotion de l'agroécologie pour répondre aux défis de l'agriculture et du dérèglement climatique, dans des sphères politiques ou scientifiques (voir pages 42 et 46). www.climatesmartagconcerns.info

Plaidoyer et communication d'influence

27 prises de position

202 retombées médiatiques

152 400 visites sur www.gret.org

5 600 abonnés à la newsletter En lien

5 690 vues sur la chaîne

[Dailymotion.com/Gret-videos](https://www.dailymotion.com/Gret-videos)

Le Gret s'est investi dans plusieurs campagnes de plaidoyer et de communication d'influence pour faire évoluer les politiques en France et dans ses pays d'intervention. Focus sur deux campagnes dans une année clé pour les orientations internationales sur le développement.

Financement du développement et Objectifs de développement durable (ODD)

Le Gret a contribué aux positions françaises pour deux rendez-vous majeurs : la conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement en juillet, et l'Assemblée générale des Nations unies de septembre où ont été définis les ODD 2015-2030. Il a contribué à la position collective de Coordination Sud.

Pierre Jacquemot, Président du Gret, a été auditionné le 1^{er} avril 2015 par la Commission Développement durable et Aménagement du Territoire de l'Assemblée nationale, sur les futurs ODD. Après avoir salué l'effort des Nations unies d'avoir engagé une concertation très large, il s'est félicité de l'option choisie de faire des ODD un enjeu universel et de mettre l'accent sur la conquête de la dignité et des droits humains.



« L'ambition est transformatrice, réduire les inégalités pour atténuer les facteurs de tensions. Mais il faut le noter, la transformation espérée n'est pas appuyée par une claire analyse des raisons profondes qui sont à l'origine des inégalités : le commerce inégal, la financiarisation échevelée, les pertes en biodiversité... » précise Pierre Jacquemot. « Les objectifs sont au nombre de 17. C'est beaucoup mais tout retranchement risquerait d'ouvrir la porte à la remise en cause de certains acquis, sur la question du genre en particulier. »

Les besoins de financement de ces ODD sont colossaux, de l'ordre de deux à trois trillions de dollars par an sur 15 ans, au regard de l'aide publique au développement. Le 30 mars 2015, le Gret et le Groupe initiatives ont participé au groupe de travail du CNDSI, sur le financement du développement grâce aux coalitions d'acteurs privés et publics. Le Gret a plus généralement soutenu l'importance de soutenir les États dans la recherche de ressources nationales au-delà des diverses options internationales.

Le Gret a participé à une rencontre entre le Maedi et la société civile à la dernière session sur les ODD à New York pour rappeler le besoin d'implication de la société civile pour définir les modalités de suivi-évaluation des ODD et l'intérêt du recours aux méthodes qualitatives *versus* trop exclusivement quantitatives.

Cop 21 : le dérèglement climatique accélérateur de pauvreté, créateur d'inégalités

La 21^e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (Cop 21) qui s'est tenu fin 2015 à Paris, a mobilisé de nombreux acteurs tout au long de l'année.

Le Gret a contribué à cette mobilisation pour promouvoir des engagements climat compatibles avec les enjeux de développement. Il a dispensé des recommandations issues de son expérience de terrain dans cinq secteurs : la sécurité alimentaire, les financements innovants pour la protection des forêts, les énergies renouvelables, les villes et la gestion des eaux pluviales. Son action s'est inscrite dans les dynamiques collectives de ses réseaux d'appartenance (Coordination Sud, Groupe initiatives, Coalition Eau, PS-Eau) et dans le cadre d'espaces de concertation pluri-acteurs (PFVT, PFE, CNDSI).

Le Gret a participé à plusieurs réunions avec les pouvoirs publics et les parlementaires pour préparer la position française. Auditionné par le Sénat français en mars 2015, le Gret a rappelé que les financements climat devraient être



dédiés en priorité à l'adaptation dans les pays les moins avancés (PMA) à travers des mécanismes de subventions. Il a alerté l'AFD sur les solutions à financer en priorité (risque des fausses solutions, nécessité de planification partagée au niveau territorial) et le besoin de soutenir la recherche-action. Lors d'une rencontre avec les maires africains organisée par la Maire de Paris le 17 avril autour de l'Initiative pour l'électrification de l'Afrique, le Gret a salué les initiatives en faveur des énergies renouvelables mais rappelé qu'associer les collectivités locales est indispensable.

Le Gret a participé à plusieurs rendez-vous préparatoires à la Cop 21. Il s'est rendu en juin 2015, aux négociations intermédiaires de la Cop 21 à Bonn en Allemagne, pour échanger avec les négociateurs des pays où il travaille sur les contributions nationales (CNDP). Quatre experts du Gret français, birman, malgache et mauritanien ont présenté leur expérience sur l'agriculture en zone sèche lors de la rencontre Désertif'actions à Montpellier en juin 2015. Le Gret est intervenu au sommet Climat et territoires à Lyon en juillet, avec le PFVT, pour défendre notamment la nécessité pour les autorités locales de conduire des processus participatifs ambitieux pour la construction de l'action publique locale, et de se doter d'outils d'aide à la planification et à la décision, tenant compte des incertitudes des scénarios climatiques.

Une délégation du Gret de France, Mauritanie et Madagascar a participé à la Cop 21 à Paris, aux côtés de partenaires de France, de Mauritanie et du Sénégal.

Lors de la conférence de presse organisée par Coordination Sud pour le lancement de la Cop 21, Samassa Nalla, représentant du Gret en Mauritanie, a lancé un appel aux négociateurs « pour une sortie des énergies fossiles d'ici à 2050 ». Le Gret est intervenu ou a co-organisé une quinzaine d'événements parallèle, au sein de l'espace des négociations ou au sein des espaces dédiés à la société civile, pour présenter des solutions pour le développement compatibles avec les enjeux climatiques, porter les positions collectives, et poursuivre le dialogue avec les délégations de ses pays de représentations sur leurs plans de mise en œuvre des engagements de Paris.

En savoir plus sur la mobilisation du Gret pour la Cop 21 : www.gret.org/Cop21

Sensibiliser décideurs et professionnels par la vidéo

Qu'il s'agisse de sensibiliser décideurs politiques, bailleurs de fonds ou professionnels du développement, l'outil vidéo permet de mettre en images recommandations politiques et bonnes pratiques de développement. En 2015, le Gret a publié 31 nouvelles vidéos sur sa chaîne Dailymotion : interviews « 3 questions » d'un-e expert-e ou d'un-e partenaire du Gret, vidéos d'animation en « motion design », films sur les projets, diaporamas sonores, etc. Afin de valoriser ces nouveaux outils, le Gret a ajouté une nouvelle rubrique dans sa newsletter mensuelle : « La vidéo du mois ».

Retrouvez toutes les vidéos du Gret sur : www.dailymotion.com/Gret-vidéos

COP 21 : INTERVENTION DU GRET À LA CONFÉRENCE DE PRESSE ORGANISÉE PAR COORDINATION SUD © Marie Bessières



PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
ALGÉRIE	2013-16	Appui au programme concerté pluri-acteurs		CFSI	CI, Gouvernement de l'Amapâ	27
	2012-16	Gestion des forêts de l'Amapâ (Geflo)		FFEM		4 655
	2013-15	Karité		Yves Rocher		40
	2014-15	Capitalisation du processus d'attribution des terres sur le périmètre irrigué de Di		E-sud	Laboratoire Citoyennetés	15
	2011-16	Capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux pour les consommateurs urbains		CFSI - FdF	Inter-réseaux, CPF, Roppa	13
	2013-17	Résilience et sécurité alimentaire dans le Mouhoun (Repam)		CFSI - FdF UE	Fepab	2 100
	2014-17	Sanya Kagni		UE, Ville de Paris	IDE, Eau Vive	3 300
	2013-15	Gestion durable des terres et adaptation au changement climatique (Paci/GDT)		Cils, FFEM	Région des Hauts Bassins	14
	2013-16	Gouvernance et valorisation des ressources naturelles dans deux parcs nationaux (Pape)		UE, Afaudeb	Alaudeb, Région Est	1 160
	2014-17	Gestion intégrée et gouvernance partagée du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili (Ponasi)		UE	Alaudeb, Naturama	202
2010-17	Lutte contre la malnutrition infantile (Nutrifaso)		UE, ministère français de l'Intérieur, Cedeao, Pam, Unicef, USAID, Cartier Charitable Foundation, Find, Ofidia, Sida	Région Est, ACF, CBS, APAC, Fandima, Asef, TDH, SOS Sahel, GVC, AB Misola, IRD	7 486	
2015	Promotion de la santé communautaire		PADS (programme national Burkina)	Icodev, Fimba, ABF, Apac Fandima	69	
2015-17	La téléphonie mobile au service de la santé maternelle et infantile dans l'Est (Mobisan)		AFD	Djantoli, ABF, Apac Fandima	1 100	
CAMBODGE	2014-17	Développement agricole à Siem Reap (Apic)		CG 92, Find, Fondation Louis Dreyfus	Cird, Département de l'Agriculture de Siem Reap	800
	2013-15	Appui et financement des opérateurs d'eau potable au Cambodge		Banque mondiale	Isea, EMC	15
	2013-15	Étude WSP Access to finance (A2F)		Banque mondiale	Isea, EMC	323
	2013-15	Formations aux opérateurs privés		Banque mondiale	Isea	530
	2013-16	Maîtrise et développement de l'accès à l'eau à Kampot (Madedau)		AESN, Aquassistance, Ville de Paris, Régie des eaux de Kampot	Régie des eaux de Kampot	194
	2013-16	Eau, assainissement, hygiène - Aide basée sur les résultats		DFAT, Unicef	EMW, Isea	435
	2015	Norme minimale pour le système d'approvisionnement en eau en milieu urbain		Unicef	Isea	23
	2014-19	Accès aux financements pour les petites entreprises de l'eau potable et de l'électricité		AFD UE	Artelia, Isea, See Saw, ministères CWA, REA	2 000
	2014-18	Renforcer les acteurs locaux de l'eau agricole (WASP)		AFD	Ministères cambodgiens et services provinciaux des Ressources en Eau et de l'Agriculture, Egis Eau, ISC, FWUC, FWN, Cirad	649
	2014-16	Santé pour tous : soutenir les opérateurs de la protection sociale santé (I-Hop)		Fondation Sanofi Espoir, Find	FHD, Social Health Protection Association (SHPA)	303
2015-16	Assistance technique au National Social Security Fund (NSSF) pour détailler les procédures clés de l'assurance santé du secteur formel		AFD	NSSF	54	
CONGO	2013-16	Appui à la maîtrise d'ouvrage du programme concerté pluri-acteurs		CFSI		56
	2014-17	Appui aux filières associatives et privées de pré-collecte des déchets à Brazzaville (Filipa)		MAT, DGGT (CZD)	Mairie de Brazzaville et des arrondissements	650
	2015-16	Appui à la gestion des mini-réseaux d'alimentation en eau potable dans les districts d'Ignié		Croix rouge française		46
	2015-17	Sensibilisation à la gestion et caractérisation des déchets ménagers à Brazzaville		Ville de Paris		25
	2015-18	Gestion inclusive et concertée des déchets à Dolisie (Gicod)		UE		1 100
	2011-15	Gestion des services de base à Dolisie (Promaiss)		Mairie de Dolisie, UE, Find, Fonds Suez initiatives		634
	2014-18	Appui à la maîtrise de la gestion des déchets à Brazzaville		DGGT, AFD	Nodalis (chef de file), IGIP	97
	2012-15	Microprojets communaux et associatifs à Brazzaville (Micab II)		AFD, UE	AAISC, Mairie de Brazzaville et arrondissements	1 300

● Eau potable, assainissement, déchets
● Gestion des ressources naturelles et énergie
● Agiculture : filières et politiques agricoles
● Citoyennetés et démocratie
● Microfinance et insertion professionnelle
● Santé : nutrition et protection sociale
● Villes pour tous et décentralisation
● Projets de terrain
● Expertises et missions courtes
● Études, recherche et capitalisation
● Eau potable, assainissement, déchets
● Villes pour tous et décentralisation

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
CONGO (suite)	2015-18	Appui au secteur artisanal par le renforcement du Giac (Partag)	●	UE	Giac	1 415
	2015	Séminaire sur le financement de la formation professionnelle	●	AFD	Adea	10
CÔTE D'IVOIRE	2012-15	Circuits courts en Europe (Codial)	●	Région Ile-de-France, MAAF	ESA INC Civam 49, Afipar, Bergerie nationale, Crara, Supagro, Inra	349
	2014-15	Mémento de l'assainissement	●	AFD, AESN, Fonds Suez initiatives, SIAAP		148
FRANCE	2015	Étude de formulation de projet d'assainissement à Mayotte	●	PS-Eau, ARS-OI	Ircood	5
	2014-15	Étude « Fonds de financement de la formation professionnelle »	●	Adea	Adea, Iram	13
FRANCE	2014-15	Portail Entreprendre au Sud	●	AFD		30
	2015-16	Groupe d'échange ONG « Formation - insertion professionnelle »	●	AFD	IECD	7
FRANCE	2014-15	Appui phase pré-opérationnelle d'une opération de RHI pour Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane)	●	Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni		7
	2014-16	Urbanisme durable dans les territoires d'outre-mer	●	Ademe	I Care & Consult, H3C Caraïbes, Atelier Villes et Paysages	108
FRANCE	2015	Renforcer la connaissance de la filière « Amélioration de l'habitat » Guyane, Réunion, Martinique et Guadeloupe	●	Fédération des Pact des DOM		29
	2015-16	Analyse candidatures de l'AMI du programme d'investissement d'avenir Villes et territoires durables	●	ANRU	Artella	6
GUINÉE	2013-15	Valorisation du riz de mangrove de qualité en Basse Guinée (Bora Male)	●	Find	MGE, BSD/MA, FOPBG	50
	2013-15	Soutien des organisations des filières riz et huile de palme (Acorh GF)	●	AFD, CFSI, FfF, UE	MGE, BSD du ministère de l'Agriculture	873
GUINÉE	2014-15	Améliorer l'approvisionnement de la ville de l'ImbiMadina en productions maraichères locales	●	CFSI - Fof	PPFD	43
	2015-16	Assistance technique à la Direction nationale du Génie rural (Riz Basse Guinée)	●	AFD	DNGR	170
HAÏTI	2013-16	Renforcement de la sécurité alimentaire au Nord de la Guinée (Resa Nord II)	●	UE	CCFD-TS, FPDF	2 016
	2013-16	Aménagements innovants des bassins versants	●	AFD	SOS Enfants sans frontières	665
HAÏTI	2014-16	Services innovants d'assainissement en milieu urbain (Siamu / Jéfakaf)	●	AFD, UE	Snelak	1 105
	2014-16	Développement local Saint-Louis du Sud	●	Kellogg Fondation		764
HAÏTI	2012-16	Fonds d'initiatives locales urbaines en Haïti (Flu II)	●	Fdf, UE		1 005
	2012-16	Aménagement et reconstruction du quartier de Baillergeau à Port-au-Prince (Areba)	●	Fdf, AFD, UE	UCLBP (maîtrise d'ouvrage)	4 000
HAÏTI	2014-15	Reconstruction, aménagement urbain et développement économique de Christ Roi	●	UE	Solidarités International, Entrepreneurs du Monde, Build Change	46
	2014-16	Appui à la reconstruction et à l'aménagement de Desprez (Parad)	●	UE, Oxfam GB	Oxfam GB	6 200
HAÏTI	2014-16	Concertations locales pour des initiatives de base renforcées et intégrées (Colibri)	●	UE, Fdf, AFD	ID, Adema	1 333
	2005-16	Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les petites villes laotiennes (Mirep)	●	AFD, AESN, Aquassistance, Sedif, Ville de Paris, UN-Habitat, gouvernement lao, entrepreneurs		4 300
LAOS	2014-17	Eau, assainissement et hygiène - Aide basée sur les résultats (Washoba)	●	AusAid, gouvernement lao, entrepreneurs	East Meets West, Autorités publiques laotiennes	832
	2014-18	Gestion des boues de vidange à Vientiane	●	Siaap, AESN, AIMF	WTA, Commune de Vientiane	620
LAOS	2015-16	Approvisionnement en eau potable à Vientiane (Madevie)	●	AFD		81
	2010-16	Développement du secteur bambou dans la Province de Houaphanh	●	AFD, SNV, Fondation Ensemble, UE, Oxfam, SDC	SNV, départements techniques, NUOL, FSRC/Nafr	1 800
LAOS	2015	Étude de faisabilité des options agroforestières dans la zone de protection de la forêt Nam Gnouang	●	WCS		44
	2016	Création d'un centre de services au service des acteurs de la filière bambou	●	Oxfam, SDC		160
MADAGASCAR	2012-15	Structuration des orientations agricoles (Soa)	●	UE, ministère de l'Agriculture	FAO	1 018
	2014-17	Sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles (Asara)	●	UE, CRS	CTAS	1 666

● Projets de terrain ● Expertises et missions courtes ● Études, recherche et capitalisation

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
MADAGASCAR (suite)	2014-17	Actions intégrées en nutrition et en alimentation (Aina)	●	UE	CTAS	1 518
	2012-16	Services d'assainissement adaptés à l'agglomération d'Antananarivo (Miasa)	●	Grand Lyon, Veolia, UE, AFD	Communes, Enda Océan Indien	770
MADAGASCAR (suite)	2013-16	Accès à l'eau sur le plateau Mahafaly (Eau Mahafaly)	●	CRDI	WWF	83
	2013-16	Mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement en zones rurales (Meddea II)	●	Fonds Suez initiatives, UE, Sedif, Find, communes		3 500
MADAGASCAR (suite)	2014-16	Services d'eau et d'assainissement d'Ambodifotatra (Sainte-Marie II)	●	Sedif, Jirama	Jirama	200
	2008-15	Réseaux hydroélectriques villageois, énergie et respect de l'environnement (Rhyviere)	●	Délégués, Energy Assistance, UE	Ader, Energy Assistance	2 302
MADAGASCAR (suite)	2013-16	Biodiversité, développement et gouvernance locale (Hafafy)	●	AFD, Fanamby, CG 29, WCS, Wiomsa, Fondation Albert II de Monaco, Fondation Mac Arthur	WCS, Fanamby	1 129
	2014-18	Hydroélectricité et environnement à Madagascar (Rhyviere II)	●	UE, FEEM	Cite, Enea Consulting, IRD	7 195
MADAGASCAR (suite)	2015-18	Améliorer les conditions de vie et appuyer la gestion concertée des ressources naturelles marines et terrestres (Fihavotana)	●	AFD, Carter Charitable Foundation, Darwin Initiative, Find, The Leona M. and Harry B. Helmsley Charitable Trust	WCS, Plate-forme de concertation pour le développement durable de la baie d'Antongil	1 010
	2013-15	Éducation nutritionnelle dans les écoles du district de Bekily (Educutut)	●	Pam	Pam, Office national de nutrition, ministère malgache de l'Éducation	30
MADAGASCAR (suite)	2014-16	Étude d'accompagnement du projet d'appui à la lutte contre la malnutrition chronique (Miaro)	●	Pam		465
	2014-17	Appui à la santé maternelle et infantile (Pasmii)	●	AFD	MDM, ACF, Santé Sud, MFPF, HI, ministère malgache de la Santé	640
MADAGASCAR (suite)	2015-17	Action intégrée en alimentation et nutrition (Aina II)	●	Pam, UE		1 077
	2013-18	Nutri zaza Assistance technique	●	AFD, Nutri zaza	Nutri zaza, TAF, ministère malgache de la Santé	530
MADAGASCAR (suite)	2014-15	Programme de coopération décentralisée (Havelontika)	●	CG 27	Association Havelontika	77
	2015	COI Sainte-Marie	●	GIZC		100
MALAWI	2013-15	Conseil à l'exploitation familiale	●	Concern Worldwide		65
MARC	2013-15	Assistance technique auprès de l'Agence de développement social	●	Agence de développement urbain		300
	2014-15	Appui à la conception du programme « Jeunesse et société civile » de l'ambassade de France en Mauritanie	●	SCAC Mauritanie		14
MAURITANIE	2015-16	Appui à la société civile en Adrar (Asca)	●	UE	RPC	359
	2015-16	Appui au développement des organisations de la société civile en Mauritanie (Padosc)	●	UE	RPC	21
MAURITANIE	2011-15	Appui aux initiatives des collectivités locales pour l'hydraulique et l'assainissement (Aicha II)	●	AESN, Apaus, PS-Eau, Sedif, UE, Vert-Saint-Denis, OMVS, Evry-Gregy	Tenmiya, communes	2 747
	2014-16	Eau, assainissement de gestion des déchets dans les gros bourgs du Trarza (Pirog - Rap - Deb)	●	UE, SAN Sénart, communes de Rosso, Keur Macéne, Dar El Barka, Tiguient et Merderdra	SAN Sénart, Association des maires des communes jumelées au SAN Sénart, communes	133
MAURITANIE	2014-17	Assistance technique au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (S Milayas)	●	UE, AFD	Burgeap, Hydroconseil	515
	2015-16	Étude de marché de l'assainissement rural	●	Unicef		61
MAURITANIE	2015-16	Secteur informel de recyclage des déchets à Nouakchott	●	Banque mondiale	Hydroconseil	20
	2011-16	Électrification rurale décentralisée interrégionale (Erudi)	●	Apaus, UE	Écodev, Tenmiya	3 500
MAURITANIE	2011-16	Promotion de l'utilisation du charbon de Typha (Typha)	●	Apaus, UE	Iset, PND	1 500
	2015-19	Conseil et biodiversité au Parc national du Diawling	●	Mava, Fondation Ensemble, UE, PND	PND	549
MAURITANIE	2015-16	Foyer amélioré	●	Engie, Find	Iset	100

● Agriculture : filières et politiques agricoles ● Citoyennetés et démocratie ● Eau potable, assainissement, déchets ● Gestion des ressources naturelles et énergie ● Microfinance et insertion professionnelle ● Santé : nutrition et protection sociale ● Villes pour tous et décentralisation

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€	
MAURITANIE (suite)	2013-16	Centre d'appui à l'insertion des jeunes de Nouakchott (Cap Insertion) (P)		C2D	MEPFTIC	337	
	2014-16	Renforcement de la CUN et des communes de Nouakchott au service de l'insertion des jeunes (ReCUNij) (P)		UE	Communauté urbaine de Nouakchott	177	
	2014-16	La téléphonie mobile en appui à l'insertion professionnelle (Mobim) (P)		Find		50	
	2013-16	Lutte contre la malnutrition infantile dans le Brakna (Nutririm) (P)		UE, Unicef	IRD	1 300	
	2014-17	Améliorer la résilience des populations vulnérables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Resanut) (P)		UE	Agir; Communes d'Arj, d'Arr et d'Ould M'Bonny	1 666	
	MYANMAR	2010-15	Amélioration des conditions de vie et de gestion des ressources naturelles dans le Nord du Chin (P)		Lift	Corad	3 471
		2011-15	Value chain development for inclusive economic growth in Delta (P)		Lift	WHH	1 647
		2012-16	Poverty & hunger alleviation through support, empowerment and increased networking (Phase In) (P)		UE	Care, ACF	412
		2013-15	Amélioration des services locaux d'appui au monde rural (Pasiam) (P)		AFD, Danida, Lift, UE	Corad, MSN, WHH	1 647
		2013-16	Understanding rural land issues to engage comprehensive policy dialogue in Myanmar (P)		Lift		581
2013-16		Farmers innovating for rural development and environment restoration (MyFire) (P)		Danida		1 145	
2015-18		Intensification rurale pour le développement économique durable dans le Delta (Delta Rise) (P)		Life	WHH	1 964	
2015-18		Promotion de la croissance durable de l'aquaculture (MyCulture) (P)		Lift	WorldFish, DoF, Pact, NAG	1 300 US\$	
2015-18		Adaptation au changement climatique et innovation agricole dans la Dry Zone (P)		Cartier Charitable Foundation, Find		1 277	
2013-16		Creation of microfinance institution in Dry Zone (P)		Lift		2 582 US\$	
2015		Définition d'un programme de coopération décentralisée entre Eau 47 et Monywa (P)		Eau 47		12	
2012-14		Sustainable Microfinance (Chin MFI) (P)		Lift, Pnud	Chin MFI	209	
2015-18		Expansion des marchés financiers ruraux par l'institutionnalisation de la Chin MFI (P)		Lift	Chin MFI	1 320	
2012-15		Approches durables pour une nutrition améliorée (Sustain) (P)		UE	Gold Power, ACF, WHH	336	
2015		Évaluation du système de micro-assurance santé Emergency Health Care Fund (P)		WHH		7,6	
NIGER	2014	Développement de l'agriculture familiale dans les régions Tahoua, Maradi, Zinder (Prodaf Niger) (P)		Fida		14	
	2013-15	Prévention de la malnutrition des femmes et des enfants (NutriNiger) (P)		Fida, Usaid, Pam	Misola, CMS, directions départementales du Génie rural et de l'Education, Gage, Care, Icrisat, groupements féminins, communes	410	
RDC	2010-15	Filières agricoles vivrières forestières de Mayanda (Defiv - Dafoama) (P)		UE, AFD, Unicef, FSD		3 134	
	2012-17	Agroforêts pour le développement de Kipushi (Afodek) (P)		UE, CPP	CPP, Nature +	3 048	
	2015-16	Définition du mécanisme de partage des bénéfices Redd+ (P)		Banque mondiale		73	
	2014-16	Agricultures familiales et accès à l'information (Afai) (P)		DFID	Fongs, Ifpri	483	
	2014-16	Programme d'appui aux ANE Foncier Sénégal (Disso Ci Suuf) (P)		UE	CNCR	33	
SÉNÉGAL	2015	Étude de l'effet de formations ciblées sur la participation des femmes à la collecte de lait (P)		Ifpri	Laiterie du Berger	56	
	2012-15	Finances rurales au Sénégal. (Finrur) (P)		CFSI, UE	Coopéc Resopp, ADG	148	
	2012-15	Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers (Asstel Dagana) (P)		AFD, CFSI - FdF Coopération moné-gasque, Ifpri, Région Midi-Pyrénées	Asodia, GIC Dagana, Laiterie du Berger, Région Saint-Louis	1 777	
	2014-15	Recherche nutrition et agriculture (P)		CTA		50	
	2012-15	Appui aux initiatives des collectivités locales pour l'eau et l'assainissement (Aicha Saint-Louis) (P)		AEAG, AESN, Région Midi-Pyrénées, Sedif, communes	ARD Saint-Louis, Le Partenariat, Région Saint-Louis	1 790	
	2012-15	Mobilisation et planification concertée pour la gestion des déchets et l'environnement (Modeco) (P)		UE, Communes de Diawara et Ourosougui	Communes de Diawara et Ourosougui, Le Partenariat, ARD Matam et Tambacounda	318	
	2013-17	Assainissement concerté, total et intégré du quartier de Guet Ndar (Acting) (P)		AESN, CG27, Maedi, UE, Ville de Saint-Louis		1 700	
	2014-17	Apprentissage pour le développement des territoires ruraux (Adeter) (P)		AFD	Enda-Graf Sahel	730	
			Projets de terrain	Expertises et missions courtes	Études, recherche et capitalisation		

PAYS	ANNÉES	NOM DU PROJET	THÈMES	FINANCEMENT	PARTENAIRES	BUDGET EN K€
TERRITOIRES PALESTINIENS	2015	Évaluation du Programme de développement local et municipal (P)		AFD	BOI	58
	2014-17	Conditions de vie des femmes migrantes (Phu Nu) (P)		AFD, Oxfam Solidarité, CCFD, Find, CG 93, Juristes Solidarités	Batik International, CDI	439
VIETNAM	2015-17	Énergie solaire : réplication du modèle Barefoot College (P)		Find, Cartier Charitable Foundation	Barefoot College	86
	2013-16	Gestion participative de l'irrigation à Gia Binh (P)		AFD	CPIM	189
	2012-16	Soutien des organisations paysannes pour le plaider en Afrique de l'Est (Involve) (P)		UE, Oxfam, Brot für die Welt	Esaif, Mwiwata	1 800
	2013-16	Gouvernance associative et leadership des organisations d'éleveurs en Afrique de l'Ouest (Galo) (P)		UE, DCC, Coraf, SOS Faim, CFSI	Apsess	1 767
	2014-15	Agroécologie, voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches (P)		FEM		31
	2014-16	Promouvoir des techniques d'irrigation innovantes au Myanmar et au Cambodge (P)		Fondation Louis Dreyfus, Find		450
	2014-18	Gouvernance de la terre dans la région du Mekong (P)		SDC	Land Equity International	9 000
	2015	Indications géographiques en Afrique (P)		AFD	Cible	77
	2015-18	Alliance pour l'apprentissage de l'agroécologie (Alisea) (P)		AFD	Cirad	1 200
	2012-15	Renforcement des associations de défense des droits des minorités sexuelles en Afrique des Grands Lacs (P)		UE, Ville de Paris	Humure, HDI	734
	2015-17	Le droit, vecteur de solidarité entre acteurs pour les femmes migrantes (France Vietnam) (P)		CFSI	CGT VGCL	102
	2012-15	Innovations pour des services d'eau et d'assainissement améliorés à Madagascar et au Cambodge (Isea) (P)		Fonds Suez initiatives, Unicef, Région Nord-Pas-de-Calais, Find	Aquassistance, Isea	787
	2013-16	Acteurs locaux de l'assainissement et des déchets en Mauritanie et au Sénégal (Aladin) (P)		AFD, UE, Eau Vive	Eau Vive	725
	2014-16	Électrification solaire - Barefoot College au Vietnam, Cambodge et Myanmar (P)		Cartier Charitable Foundation	Barefoot College	86
	2014-17	Programme d'investissements énergétiques en Afrique de l'Ouest (Sunref) (P)		AFD	Burgeap, Frankfurt School of Finance & Management, Adetef, Nodalis Conseil	4 084
2015-16	Eau pluviale et résilience en Mauritanie et au Sénégal (Epur) (P)		Find		50	
2011-15	Formation par apprentissage au Bénin et en Mauritanie (PaPa) (P)		AFD, Inap-FTP, UE	Inap-FTP, BAA	1 998	
2014-15	Seminar Financing TVET en France et en Belgique (P)		UE	Adea	16	
2014-15	Lutter contre la malnutrition via l'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso, au Myanmar et au Cambodge (P)		Find, Cartier Charitable Foundation	IRD, Aseff, Gold Power, PPM, Unités Misola, ministères de la Santé	289	
2014-17	Maladies et infections enfance Afrique (Malinea) (P)		IPM-MAE	Institut Pasteur, ACF	338	
2014-15	Étude de cas de cinq villes ayant adopté des stratégies face au dérèglement climatique (Danang, Lima, Agadir, Nantes, Londres) (P)		AFD	I Care & Consult	58	

● Agriculture : filières et politiques agricoles ● Microfinance et insertion professionnelle ● Citoyennetés et démocratie ● Santé : nutrition et protection sociale ● Eau potable, assainissement, déchets ● Villes pour tous et décentralisation ● Gestion des ressources naturelles et énergie

AEAG	Agence de l'eau Adour-Garonne	Fip	Forum international des plates-formes nationales d'ONG
AESN	Agence de l'eau Seine-Normandie	Gisa	Groupe interministériel français sur la sécurité alimentaire
AFD	Agence française de développement	GTD	Groupe de travail sur la désertification
ALE	Accord de libre-échange	Iedes	Institut d'études du développement économique et social
ANE	Acteurs non étatiques	IG	Indications géographiques
ANR	Agence nationale de la recherche	IGP	Indications géographiques protégées
AP	Aires protégées	IMF	Institution de microfinance
Apaus	Agence pour la promotion de l'accès universel aux services	IRD	Institut de recherche pour le développement
Asean	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	Lift	Livelihood and Food Security Trust Fund
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté	Maedi	Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international
AUE	Associations d'usagers de l'eau	Maaf	Ministère français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
BAD	Banque africaine de développement	ODD	Objectifs du développement durable
Cedeao	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	OMC	Organisation mondiale du commerce
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale	OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
CG	Conseil général	ONG	Organisation non gouvernementale
Cirad	Centre international de recherche agronomique pour le développement	ONN	Office national de nutrition
CNDSI	Comité national pour le développement et la solidarité internationale	OP	Organisation de producteurs
Concord	Confédération des ONG européennes d'urgence et de développement	OSC	Organisation de la société civile
COP	Conférence des parties	Pam	Programme alimentaire mondial
CR	Conseil régional	PFR	Plans fonciers ruraux
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale - FAO	PFVT	Partenariat français pour la ville et les territoires
C2A	Commission agriculture et alimentation de Coordination Sud	PSE	Paiement pour services environnementaux
Danida	Danish International Development Agency	PTF	Partenaires techniques et financiers
EHESS	École des hautes études en sciences sociales	RDC	République démocratique du Congo
FAO	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation	Repaoc	Réseau des plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre
FdF	Fondation de France	Sedif	Syndicat des eaux d'Ile-de-France
FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial	Tic	Technologies de l'information et de la communication
Fida	Fonds international pour le développement agricole	UE	Union européenne
Find	Fonds d'innovation pour le développement	Uemoa	Union économique et monétaire ouest-africaine
		WHH	Welthungerhilfe



GRET

Campus du Jardin tropical
45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France
Tél. : +33 (0)1 70 91 92 00
Fax : +33 (0)1 70 91 92 01

POUR TOUT COMPLÉMENT
D'INFORMATION
www.gret.org – gret@gret.org